ARCHOS

Rapport
financier

2023

Société Anonyme au capital de 68 552,16 euros
Siège Social : 3, rue Ampère ZI 91430 IGNY
343 902 821 RCS EVRY

Sommaire :

DECLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DE L'EMISSION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL RELATIF A L'EXERCICE 2023	3
RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR L'ACTIVITE DE LA SOCIETE ET DU GROUPE AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023.....	4
TABLEAU RECAPITULATIF DES DELEGATIONS EN COURS DE VALIDITE ACCORDEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DANS LE DOMAINE DES AUGMENTATIONS DE CAPITAL (par application des articles L. 225-129-1 et L. 225-129-2. du Code de commerce)	15
RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE.....	17
ANNEXES AU RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR L'ACTIVITE DE LA SOCIETE ET DU GROUPE AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023	28
RAPPORT SPECIAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE SUR LES OPERATIONS D'ATTRIBUTION D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS REALISEES AU COURS DE L'EXERCICE 2023	31
RAPPORT SPECIAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE SUR LES OPERATIONS D'ATTRIBUTION GRATUITES D' ACTIONS REALISEES AU COURS DE L'EXERCICE 2023	32
RAPPORT SPECIAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE SUR LA REALISATION DES OPERATIONS D'ACHAT D' ACTIONS AUTORISEES PAR LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE 2023.....	33
ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2023	34
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES	63
COMPTES SOCIAUX EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2023	67
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS	98

DECLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DE L'EMISSION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL RELATIF A L'EXERCICE 2023

J'atteste, qu'à ma connaissance les comptes présentés dans le présent rapport financier annuel au 31 décembre 2023, ont été établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

igny, le 18 mars 2024

Loic Poirier, Président directeur général

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR L'ACTIVITE DE LA SOCIETE ET DU GROUPE AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

Activité du Groupe

Organigramme juridique et évolutions du périmètre

ARCHOS SA est la société mère du Groupe dont le siège se trouve à Igny en région parisienne. ARCHOS SA assure la conception et le développement des produits, le marketing central, les achats et la sous-traitance de la production, la finance, ainsi que la distribution et le marketing local pour la France et l'Europe.

ARCHOS SA détient treize filiales localisées en France, en Allemagne, à Hong Kong, en Chine, en Suisse et en Italie.

ARCHOS détient le contrôle exclusif de Logic Instrument car elle exerce une influence dominante avec la capacité d'utiliser les actifs, passifs et éléments hors-bilan de la même façon qu'elle contrôle ce même type d'éléments de sa propre entité. LOGIC INSTRUMENT est donc intégrée dans les comptes consolidés d'ARCHOS selon la méthode de l'intégration globale.

La société DEXTRAIN et la société POLADERME (filiales de Medical Devices venture) sont intégrées globalement dans les comptes consolidés du fait de la détention par la société MEDICAL DEVICE VENTURE de la majorité des droits de votes aux comités stratégiques (ayant de larges pouvoirs) et lui confèrent le contrôle de fait de ces sociétés.

Evolutions du périmètre sur la période

Au cours de l'exercice 2023 le périmètre a évolué au sein du Groupe du fait :

- de la participation de Medical Devices Venture à l'augmentation du capital de Dextrain SAS. Un écart d'acquisition complémentaire de 173 K€ a été constitué dans ce cadre dans les comptes consolidés.
- du rachat par Archos SA d'actions Medical Devices Venture (MDV) dans le cadre de l'opération de retrait de la cote de MDV. Un écart d'acquisition de 1.904 K€ a été constaté à la clôture dans les comptes consolidés.
- de l'entrée dans le périmètre de la société Elexo SAS, dont 100% des titres a été acquis par Logic Instrument SA au 31 octobre 2023. Un écart d'acquisition de 1.735 K€ a été constitué à la clôture dans les comptes consolidés.

Activité et faits marquants :

Regroupement d'actions et réduction du nominal de l'action

La Société a annoncé le 20 septembre 2023 le lancement d'une opération de regroupement d'actions composant son capital social à raison de 400 actions anciennes contre 1 action nouvelle, conformément à la première résolution approuvée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 21 février 2023. Les opérations de regroupement ont eu lieu du 4 octobre 2023 au 8 novembre 2023 inclus. Elles ont pris effet le 13 novembre 2023, premier jour de cotation des actions issues du regroupement.

De plus, le Conseil d'administration du 8 novembre 2023 faisant usage de la deuxième résolution approuvée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 21 février 2023, a décidé de réduire le capital social de la Société de 697.699 euros à 38.373,445 euros, par voie de diminution de la valeur nominale des actions composant le capital social à 0,055 euro, et affectation de la totalité du montant de la réduction de capital au compte « Report à nouveau ».

Acquisition des blocs de titres MDV et radiation des actions MDV du marché Euronext Access+ Paris

La Société indique avoir procédé à radiation des actions de la société Medical Devices Venture (Mnémonique : MLMDV – ISIN : FR0014006PT9) du marché Euronext Access+ Paris dans la mesure où la cotation de MDV sur ce

marché n'a plus de raison d'être, compte tenu notamment de son flottant quasiment inexistant, des très faibles volumes échangés, du fait que MDV envisage de lever des financements auprès de fonds actifs qui investissent dans des sociétés non cotées évoluant dans le domaine de la santé et des contraintes légales et réglementaires applicables aux sociétés cotées sur Euronext Access+ qui apparaissent disproportionnées par rapport au bénéfice apporté par la cotation de MDV (la « Radiation MDV »).

En application de l'article 5.2 des règles de marché Euronext Access, le cabinet AA FINEVAL, représenté par Monsieur Antoine Nodet, a été mandaté en qualité d'expert indépendant dans le cadre du projet de Radiation MDV (l'« Expert Indépendant ») afin d'établir un rapport aux termes duquel l'Expert Indépendant conclut que 7,63 euros par action MDV constitue un prix équitable pour les actionnaires minoritaires de MDV (le « Rapport de l'Expert Indépendant »).

La Société a ainsi procédé à l'acquisition de 190.904 actions MDV, au prix de 7,63 euros par action (déterminé sur la base du Rapport de l'Expert Indépendant), et des 191.665 BSA MDV, au prix de 3 euros par BSA (déterminé sur la base du prix d'exercice des BSA et de leur parité d'exercice), auprès de Neovacs, d'Europe Offering et de YA II PN, Ltd¹ (l'« **Acquisition des Blocs MDV** »)².

Il est précisé que le paiement du prix relatif à l'Acquisition des Blocs MDV n'a pas été réalisé par versement en espèces mais a donné naissance à des crédit-vendeurs selon les modalités suivantes :

- le crédit-vendeur consenti par YA II PN, Ltd au bénéfice de la Société dans le cadre de l'Acquisition des Blocs MDV sera utilisé par YA II PN, Ltd à l'effet de souscrire, par voie de compensation de créances à hauteur du montant du crédit-vendeur, aux OCA de la tranche 12 du contrat d'émission conclu le 17 mars 2021 entre la Société et YA II PN, Ltd ;
- la Société s'est engagée, dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la date de l'Acquisition des Blocs MDV, à émettre des bons de souscription d'actions de la Société (BSA Equitization)³ au profit d'un fiduciaire dans le cadre d'une fiducie devant être mise en place par la Société afin d'équitizer les crédit-vendeurs consentis par Neovacs et Europe Offering au bénéfice de la Société dans le cadre de l'Acquisition des Blocs MDV.

L'Acquisition des Blocs MDV a permis à la Société de détenir seule plus de 90% du capital et des droits de vote de MDV et ainsi de demander à Euronext de procéder à la Radiation MDV à l'issue de l'offre volontaire de rachat des actions MDV lancée fin décembre 2023 et qui a abouti à un rachat complémentaire en février 2024 de 151 actions MDV apportées à l'Offre.

A l'issue de l'Offre, Archos détient seule 1.191.025 actions MDV, représentant 90,86% du capital et des droits de vote théoriques de MDV.

Archos a également pris un engagement de rachat des actions MDV détenues par les managers (9,11% du capital de MDV) au même prix (7,63 euros), assorti de conditions de réalisation d'objectifs opérationnels sur les activités de certaines filiales de MDV à fin avril 2024 et à fin avril 2025 pour un montant de 911 Keuros. Cet engagement a été pris sur les mêmes bases de valorisation que celle utilisée dans le cadre du rachat des actions MDV préalablement à l'offre de retrait de cote.

Archos a demandé, conformément aux dispositions de l'article 5.2, 4) des règles de marché Euronext Access, la radiation des actions MDV du marché Euronext Access+ Paris, laquelle est effective depuis le 14 février 2024.

Contrat OCABSA 2021

Le 17 mars 2021 a été conclu avec le fonds d'investissement YA II PN, Ltd représenté par Yorkville Advisors Global LP, un nouveau contrat de financement obligataire flexible par émission de bons d'émission (les « Bons d'Émission »)

¹ Il est précisé que le transfert effectif des 53.830 actions MDV détenues par YA II PN, Ltd au bénéfice de la Société sera réalisé dans les prochains jours, dès que leur transfert préalable au nominatif pur aura été réalisé.

² Il est précisé que les ABSA avaient été souscrites par ces investisseurs dans le cadre de l'introduction en bourse de MDV à un prix de 12€ par ABSA.

³ Les termes et conditions des BSA Equitization seront économiquement similaires au financement d'OCA dans le cadre du Contrat.

donnant accès à des tranches d'obligations convertibles en actions nouvelles d'une valeur nominale de 10.000 € chacune (les « OCA »), assorties de bons de souscription d'actions en ce qui concerne la quatrième tranche d'OCA (les « BSA »). Le contrat de financement se décomposait en un premier engagement de financement d'un montant nominal maximum total de 12 M€ comprenant quatre tranches (de 3 M€ chacune) (l'« Engagement Initial »), suivi d'un second engagement de financement d'un montant nominal maximum total de 13 M€ (composé de treize tranches de 1 M€ chacune) (l'« Engagement Additionnel »).

L'ensemble des informations relatives à ce contrat est disponible dans la note d'opération établie à cette occasion et disponible à l'adresse suivante sur le site de la Société :

<https://www.archos.com/informations-financieres/>

Un avenant à ce contrat a été conclu le 21 septembre 2021. Aux termes de l'Avenant, l'Engagement Initial est complété de quatre tranches supplémentaires, soit un nombre total de huit tranches disponibles dans le cadre de l'Engagement Initial. Le montant nominal de chacune des quatre tranches supplémentaires de l'Engagement Initial serait de 2 M€, portant ainsi le montant nominal total de l'Engagement Initial à 20 M€. Le montant nominal maximum total du financement prévu au Contrat reste de 25 M€ dans la mesure où l'Avenant prévoit que l'Engagement Additionnel ne porte plus que sur 5 M€ de montant nominal maximum total.

L'ensemble des informations relatives à cet avenant est disponible sur le site de la Société à l'adresse suivante :

<https://www.archos.com/informations-financieres/>

Un nouvel avenant au contrat a été conclu le 15 décembre 2021. Aux termes de cet Avenant, l'Engagement Initial est réduit aux 12 M€ émis à date. L'Avenant prévoit également que l'Engagement Additionnel portera désormais sur un montant nominal maximum total de 13 M€ par émission de treize tranches d'un montant nominal total de 1 M€ chacune. Il est rappelé que les tirages des tranches dans le cadre de l'Engagement Additionnel sont intégralement à la main de la Société.

La Société a également procédé le 15 Décembre 2021 au rachat de 11.675.000.000 BSA attachés à la quatrième tranche d'OCA, le solde des 3.325.000.000 BSA détenus par l'Investisseur ayant été exercés également ce jour.

L'ensemble des informations relatives à cet avenant est disponible sur le site de la Société à l'adresse suivante :

<https://www.archos.com/informations-financieres/>

Aux termes d'un avenant n°3 conclu le 8 décembre 2022 la Société et l'Investisseur ont décidé d'étendre de 3 mois supplémentaires la maturité des OCA émises dans le cadre de la quatrième tranche en date du 15 décembre 2021, initialement fixée à 12 mois (soit le 15 décembre 2022).

Le 7 mars 2023, la société a annoncé avoir signé un avenant n°4 contrat de financement obligataire flexible par émission de bons d'émission (les « Bons d'Émission ») donnant accès à des tranches d'obligations convertibles en actions nouvelles (le « Contrat ») d'une valeur nominale de 10.000 € chacune (les « OCA »), la quatrième tranche d'OCA étant assortie de bons de souscription d'actions (les « BSA »), conclu le 17 mars 2021 avec le fonds d'investissement YA II PN, Ltd représenté par Yorkville Advisors Global LP (l'« Investisseur »), ainsi que le tirage de la cinquième tranche d'OCA.

Aux termes de cet avenant, l'Engagement Initial est complété de treize tranches supplémentaires disponibles dans le cadre de l'Engagement Initial, en ce compris une tranche 5 d'un montant nominal de 500.000 € tirée le 7 mars 2023. Le montant nominal de chacune des douze tranches suivantes de l'Engagement Initial sera de 250.000 €, portant ainsi le montant nominal total de l'Engagement Initial à 15,5 M€. Par ailleurs, le montant nominal de chacune des tranches de l'Engagement Additionnel est maintenu à 1.000.000 €, à l'exception de la dernière tranche d'OCA qui sera d'un montant nominal de 500.000 €.

Le montant nominal maximum total du financement prévu au Contrat reste de 25 M€ dans la mesure où l'Avenant n°4 prévoit que l'Engagement Additionnel ne porte plus que sur 9,5 M€ de montant nominal maximum total.

Dans le cadre de la conclusion de l'Avenant n°4, il a été convenu entre la Société et l'Investisseur que le tirage de chacune des tranches supplémentaires dans le cadre de l'Engagement Initial interviendra tous les mois après le tirage de la tranche précédente.

Outre les conditions de tirage dans le cadre de l'Engagement Initial mentionnées dans le communiqué de presse de la Société du 17 mars 2021, les Parties à l'Avenant n°4 sont convenues d'ajouter deux nouvelles conditions de tirage, à savoir (i) l'exposition de l'Investisseur, après prise en compte des OCA à émettre dans le cadre de la tranche à émettre, est inférieure à 1.000.000 €, et (ii) la liquidité moyenne des actions Archos échangées au cours des 25 jours de bourse précédents est supérieure à 25.000 € (cette condition n'étant applicable que si l'exposition de l'Investisseur est supérieure à 100.000 €).

Tirages à la main de l'Investisseur uniquement avec l'accord de la Société

Aux termes de l'Avenant n°4, l'Investisseur dispose désormais du droit de solliciter le tirage anticipé d'une ou plusieurs tranches de l'Engagement Initial et, à compter de l'expiration de l'Engagement Initial, d'une ou plusieurs tranches de l'Engagement Additionnel. La Société conserve le droit d'accepter ou de refuser le tirage des tranches ainsi demandé par l'Investisseur.

En cas de tirage de tranche de l'Engagement Initial sollicité par l'Investisseur et accepté par la Société, la Société publiera immédiatement un communiqué de presse afin d'en informer le marché et de communiquer le nouveau calendrier de tirage des tranches restantes de l'Engagement Initial.

Aux termes de l'Avenant n°4, la Société et l'Investisseur sont convenus d'étendre la durée du Contrat de trente-six mois supplémentaires, soit jusqu'au 17 mars 2027.

L'ensemble des informations relatives à cet avenant est disponible sur le site de la Société à l'adresse suivante : <https://www.archos.com/informations-financieres/>

Conclusion d'un avenant n°5 au contrat de financement conclu avec l'Investisseur (30 novembre 2023)

- *Modification du montant nominal maximum total de l'Engagement Initial et de l'Engagement Additionnel*

Aux termes de l'Avenant n°5, l'Engagement Initial est porté à un montant nominal total de de 15,60 M€, via l'émission de 4 tranches restant à émettre d'un montant nominal de (i) 850.000 € pour la tranche 12⁴, dont une partie du prix de souscription sera payée par compensation de créance avec le prix de cession des actions MDV acquises auprès de l'Investisseur, et (ii) 250.000 € pour chacune des tranches 13 à 15.

Par ailleurs, le montant nominal de chacune des tranches de l'Engagement Additionnel sera réduit à 200.000 €.

Le montant nominal maximum total du financement prévu au Contrat restera de 25 M€ dans la mesure où l'Avenant n°5 prévoit que l'Engagement Additionnel ne porte plus que sur 9,40 M€ de montant nominal maximum total.

- *Modification du calendrier des tirages de l'Engagement Initial*

En conséquence de la conclusion de l'Avenant n°5, le tirage des tranches restantes dans le cadre de l'Engagement Initial interviendra, sous réserve de la réalisation des conditions de tirage, selon le calendrier prévisionnel suivant :

Tranche 12	29/11/2023 (tirage effectué)
Tranche 13	02/01/2024 (tirage effectué)
Tranche 14	01/02/2024 (tirage effectué)
Tranche 15	01/03/2024 (tirage effectué)

- *Modification des conditions de tirage de l'Engagement Initial*

⁴ Dont 250.000 euros seront convertibles à la discrétion de l'Investisseur, le solde étant convertible dans la limite de 50.000 euros par mois (augmentée, le cas échéant, de la partie non-utilisée des conversions autorisées au cours des mois précédents) pendant 12 mois (les « Montants Convertibles »).

L'Avenant n°5 modifie une condition de tirage de l'Engagement Initial, à savoir la condition selon laquelle l'exposition de l'Investisseur, après prise en compte des OCA à émettre dans le cadre de la tranche considérée (étant précisé que pour la tranche 12, seuls les Montants Convertibles seront pris en compte), est inférieure à 1.000.000 €.

- *Modification des conditions de tirage de l'Engagement Additionnel*

L'Avenant n°5 modifie deux conditions de tirage de l'Engagement Additionnel, à savoir (i) la condition selon laquelle l'exposition de l'Investisseur, avant prise en compte des OCA à émettre dans le cadre de la tranche considérée (étant précisé que pour la tranche 12, seuls les Montants Convertibles seront pris en compte), est inférieure à 200.000 €, et (ii) la condition selon laquelle la liquidité quotidienne moyenne des actions Archos échangées au cours des 10 jours de bourse précédents est supérieure à 35.000 €.

Une condition additionnelle est également ajoutée, à savoir que le tirage de la tranche précédente a eu lieu au moins 20 jours de bourse auparavant.

Par ailleurs, l'Avenant n°5 limite la période d'application des conditions de tirage de l'Engagement Additionnel au 31 décembre 2024 (inclus), étant précisé qu'à compter de cette date (soit du 1er janvier 2025 jusqu'à l'expiration du Contrat) le tirage d'une tranche de l'Engagement Additionnel ne sera conditionné qu'à l'obtention de l'accord préalable écrit de l'Investisseur.

Synthèse des augmentations et réductions de capital de l'exercice

	Nombre d'actions	Nominal	Capital social
Au 31 décembre 2022	20 598 165	0,003 €	51 495,41 €
Conversions Ocabsa 01/01/2023 au 8/11/2023	258 113 245		
Actions gratuites émises avant le 8/11/2023	368 371		
Regroupement 8/11/2023	-278 382 082		
Conversions OCABSA entre le 9/11/2023 et le 31/12/2023	524 290		
Exercice BSAE Fiducie entre le 9/11/2023 et le 31/12/2023	21 169		
Actions gratuites émises entre le 8/11/2023 et le 31/12/2023	3 245		
Au 31 décembre 2023	1 246 403	0,0550	68 552,17 €

Chiffre d'affaires

Le Groupe enregistre un chiffre d'affaires de 19,8 M€ sur l'exercice 2023, contre 14,3 M€ sur l'exercice 2022, soit une hausse globale de 39 %.

Chiffre d'affaires consolidé (en M€)	2023	2022	Variation	Variation en %
ARCHOS SA	2,6	4,0	-1,4	-34%
LOGIC INSTRUMENT	12,7	9,8	2,9	29%
ELEXO	3,7	0,0	3,7	100%
MDV IT	0,4	0,4	0,0	-4%
AUTRES	0,4	0,0	0,4	100%
Total	19,8	14,3	5,5	39%

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 13 Mars 2024.

Cette croissance provient notamment de l'acquisition de la société ELEXO dont le chiffre d'affaires intégré depuis l'acquisition est de 3,7 M€. Les ventes de Logic instrument (B2B), hors Elexo sont en bonne progression (+29%).

COMPTE DE RESULTAT ET EBITDA⁵

Compte de résultat Consolidé

Compte de résultat Consolidé Synthétique (en M€)	31/12/2023	31/12/2022	Variation en K€	Variation en %
Chiffre d'affaires	19,78	14,29	5,49	38%
Production stockée			,00	NS
Autres Produits d'exploitation (Hors Reprise de Prov.)	0,19	1,13	-0,94	-83%
Achats consommés	14,73	11,13	3,60	32%
<i>Marge brute (1)</i>	<i>5,05</i>	<i>3,16</i>	<i>1,88</i>	<i>60%</i>
<i>Taux de marge brute sur Chiffre d'affaires</i>	<i>26%</i>	<i>22%</i>		
Autres charges d'exploitation (Hors Amortissement et Dépréciation)	6,78	7,12	-0,34	-5%
EBITDA(1)	-1,54	-2,83	1,28	-45%
Reprise de Provision	0,70	0,47	0,22	47%
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	-0,50	-0,29	-0,21	71%
Résultat d'exploitation	-1,35	-2,64	1,30	-49%
Produits et charges financières	0,03	-0,06	0,09	-146%
Produits et charges exceptionnelles	-1,03	1,19	-2,22	-187%
Impôts sur les résultats	-0,06	0,01	-0,07	-623%
Résultat net d'ensemble consolidé	-2,40	-1,51	-0,90	60%

(1) Chiffre d'affaires & Production stockée - Achats consommés

Pour rappel, l'acquisition de 100% des parts d'Elexo a été réalisée au 31 Octobre 2023, date de début de l'intégration d'Elexo dans le périmètre de consolidation comptable.

Le taux de marge brute⁶ du Groupe s'établit à 26%.

Les autres charges opérationnelles hors variation des amortissements et provisions sont en baisse de -5%, le groupe ayant poursuivi des efforts de maîtrise des charges.

Le résultat d'exploitation s'établit à - 1,35 M€ contre -2,64 M€ en 2022.

Le résultat financier est légèrement positif.

Le résultat exceptionnel ressort à - 1,03 M€ contre 1,19 M€ sur 2022. Il résulte principalement (pour - 1,8 M€) des protocoles mis en place sur les litiges relatifs aux droits de propriété intellectuelle en Allemagne, de l'impact (pour - 0,5 M€) d'un règlement amiable sur un litige portant sur des droits de propriété sur des brevets, et de la constatation en produits exceptionnels (pour 0,5 M€) d'une annulation de dette dans le cadre d'une avance remboursable sur un projet de R&D et du passage en produits de soldes de dettes anciennes non réclamées. Enfin des subventions de R1D ont été constatées en produits exceptionnelles sur les filiales de MDV pour 0,2 M€.

Le résultat net consolidé s'établit à -2,40 M€ pour l'exercice 2023 contre -1,51 M€ pour l'exercice 2022.

⁵ L'EBITDA - Résultat opérationnel courant avant amortissements et dépréciations est un indicateur utilisé par la Direction pour mesurer la performance opérationnelle et financière et prendre des décisions d'investissement et d'allocation des ressources. Le sous-total EBITDA n'est pas nécessairement comparable à des indicateurs à l'appellation similaire présentés par d'autres entreprises. Il ne saurait se substituer au résultat opérationnel courant car les effets des amortissements et des dépréciations qui en sont exclus peuvent l'impacter de manière significative

⁶ Chiffre d'affaires moins Achats consommés

PRINCIPAUX ELEMENTS BILANCIELS CONSOLIDES

Les principaux éléments de soldes bilanciels consolidés sont les suivants (en M€) :

Bilan Consolidé synthétique en M€

Actif	31/12/2023	31/12/2022
Actif immobilisé	4,93	0,75
Stocks et en-cours	3,68	3,31
Clients et comptes rattachés	5,82	1,71
Autres créances et comptes de régularisation	1,17	1,56
Valeurs mobilières de placement	0,20	
Disponibilités	10,35	12,06
Total Actif	26,14	19,38
Passif	31/12/2023	31/12/2022
Capitaux propres - Part du groupe	-4,34	-4,57
Intérêts minoritaires	4,96	4,54
Provisions	1,11	0,81
Emprunts et dettes financières	11,55	7,07
Fournisseurs et comptes rattachés	9,09	8,87
Autres dettes et comptes de régularisations	3,77	2,66
Total Passif	26,14	19,38

L'actif immobilisé s'établit à 4,93 M€ contre 0,75 M€ en 2022. (Principalement composé des écarts d'acquisition lié aux variations de périmètre évoqué plus haut en partie « Evolutions du périmètre sur la période »).

Le stock s'établit à 3,68 M€ contre 3,31 M€ au 31/12/2022.

Les comptes clients s'établissent à 5,82 M€ et en forte augmentation par rapport au 31/12/2022 en raison de l'entrée de ELEXO et de la croissance de l'activité de Logic Instrument en fin d'exercice.

La trésorerie s'établit à 10,55 M€, en baisse de 1,5 M€ par rapport à l'année précédente.

Les capitaux propres s'établissent à -4,34 M€, et stables par rapport à l'année précédente. Cette variation résulte des augmentations de capital liées aux conversions d'OCABSA et aux exercices de BSAE Fiducie pour 2,86 M€ mais contrebalancée par une perte de 2,61 M€.

Les emprunts et dettes financières sont en hausse nette de 4,48 M€.

Les dettes fournisseurs et comptes rattachés ressortent stables à 3,77 M€.

Trésorerie Nette

La trésorerie nette s'établit à 10,54 M€ en baisse de 1,5 M€ sur la période. La variation de la trésorerie résulte principalement des flux suivants (le sens des signes indique l'impact sur la trésorerie) :

- Marge brute d'autofinancement de -2,5 M€,
- Une variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation de -1,4 M€,

- Des flux d'investissements de - 4,9 M€, dont :
 - o Impact en variation de périmètre lié à l'acquisition de la société ELEXO pour 2,6 M€
 - o Impact en variation de périmètre lié à la prise de participation complémentaire de la société MDV pour 2,03 M€
- Des flux de financements pour un montant net de +7,5 M€ composés principalement des éléments suivants :
 - o Augmentation de capital de +2,1 M€,
 - o Emprunts souscrits dans le cadre de l'acquisition de la société ELEXO de +3,9 M€,
 - o Emprunts obligataire souscrit de + 0,5 M€,
 - o Subventions d'investissements reçue + 0,12 M€,
 - o Remboursements nets d'emprunts -0,75 M€.

Autres faits marquants

Litiges et procédures judiciaires

Archos a mis fin en 2023 au cours du premier semestre à l'un des litiges relatifs aux droits de propriété intellectuelle en Allemagne et a enregistré à cet effet une charge exceptionnelle de 1,1 M€ d'indemnités transactionnelle couvrant la période concernée. Ce montant a été versé sur le second semestre 2023 selon un échéancier convenu dans le cadre du protocole. Le montant a été constaté en résultat exceptionnel.

Un autre protocole transactionnel a été conclu au cours du second semestre 2023 afin de solder avec un client un autre litige de propriété intellectuelle en Allemagne et la société a enregistré à cet effet une charge exceptionnelle de 0,7 M€ d'indemnités transactionnelle couvrant la période concernée. Le règlement de cette indemnité est étalé de début 2024 jusque fin 2026.

De plus un autre litige portant sur des droits de propriété intellectuelle avec des ayants droits a été soldé en fin d'année 2023 entraînant une charge exceptionnelle de 0,5 M€ dont le règlement est étalé de Q3 2023 à Q3 2024.

La société a été assignée en 2022 devant le tribunal des Prudhommes pour un litige avec un ancien salarié. La société conteste l'ensemble des demandes. Ce litige a été jugé en faveur de la société fin 2023.

La société a par ailleurs été assignée en 2023 devant le tribunal de Commerce par certains actionnaires qui réclament des dommages et intérêts à raison de la baisse du cours de bourse. La société conteste l'ensemble de ces demandes infondées. A ce stade, il est impossible de se prononcer sur l'issue de ce litige, qui reste incertaine, tant dans son principe que dans son échéance.

Propriété intellectuelle

La société KONINKLIJKE PHILIPS N.V a assigné en fin d'année 2015 ARCHOS SA en France et aux Pays-Bas et sa filiale ARCHOS GmbH en Allemagne pour violation alléguée de brevets portant sur différentes technologies. Une partie de ces litiges a pris fin suite à un accord entre les parties intervenu fin mars 2017. De nouvelles assignations ont été lancées par Philips fin juin 2017.

Pour les différentes procédures qui suivent leur cours, ARCHOS entend conclure au rejet de l'intégralité des demandes formulées par la société KONINKLIJKE PHILIPS N.V. Sur la base des éléments connus, le Groupe considère l'issue incertaine, tant dans son principe que dans son échéance.

D'autre part, dans le cadre du cours normal de ses activités, ARCHOS est en discussion avec des sociétés qui demandent l'adhésion à leurs programmes de licence relatifs à des brevets dont l'utilisation est considérée abusive par leurs propriétaires.

Perspectives

Impact de la guerre en Ukraine

Le conflit en Ukraine et ses conséquences économiques au plan mondial (inflation) ont impacté l'activité du groupe sur l'exercice notamment dans l'activité auprès des clients du secteur grand public (ARCHOS SA) mais il n'est pas possible d'évaluer l'ampleur spécifique cet impact. Il est probable que cette crise continuera d'avoir des effets sur les ventes du secteur grand public en 2024.

La stratégie du groupe sur 2024

Le groupe compte désormais atteindre les 40M€ de chiffre d'affaires consolidé en 2024 et s'approcher de l'équilibre en résultat opérationnel.

Le groupe entend continuer de développer les ventes professionnelles de solutions mobiles pour la défense, l'industrie et les services mais également accélérer avec Medical Devices Venture le déploiement de ses filiales, Dextrain, Poladerme, Domisanté et MDV IT.

Pour la partie électronique grand public, ARCHOS dévoilera sa nouvelle gamme de tablettes en Mai 2024.

Distributions antérieures

Il est rappelé, conformément à la loi, qu'il n'a été procédé à aucune distribution de dividendes au titre des trois derniers exercices.

Activité de la société mère

Le chiffre d'affaires de la société ARCHOS SA pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 s'est élevé à 4,6 M€ contre 5,2 M€ pour la même période en 2022. Les charges d'exploitation se sont élevées à 6,1 M€ contre 7,1 M€ en 2022. Le résultat d'exploitation ressort à -1 M€ contre -1,5 M€ en 2022.

Le résultat exceptionnel à fin 2022 s'établit à -1,3 M€ contre -0,6 M€ en 2022.

Après prise en compte des résultats financier et exceptionnel, le résultat net s'établit à -2,3 M€ contre -2,1 M€ en 2022.

Activité des filiales

Logic Instrument a réalisé une bonne performance sur 2023 avec une progression du chiffre d'affaires de 29 % et un résultat net consolidé bénéficiaire de 0,6M€. Logic Instrument a acquis 100% des titres de la société ELEXO SAS le 31 octobre 2023. La société Elexo a réalisé un Chiffre d'affaires de 20 M€ sur 2023 et exerce une activité comparable à celle de Logic Instrument sur la distribution de solutions informatiques durcies dans le domaine de la défense, de l'industrie et des services.

En 2023 Medical Devices Venture détient des participations dans 5 start-up dont l'activité est la suivante:

Dextrain SAS

Dextrain est spécialisée dans le développement et la commercialisation de dispositifs médicaux innovants et de solutions numériques pour l'évaluation et la rééducation de la dextérité manuelle.

En 2023 Dextrain a démarré la commercialisation du Dextrain Manipulandum auprès de centres et a travaillé sur le développement du Dextrain HomeRehab, une version destinée à la rééducation à domicile.

Poladerme SAS

Poladerme est spécialisée dans le développement d'une solution d'analyse spectropolarimétrique de la peau. cofondée avec des chercheurs de l'université de Strasbourg.

DOMISANTE SAS

Créée en juin 2022, développe une solution innovante et unique destinée au suivi de la santé des patients à leur domicile. La plateforme inclut la téléconsultation et la prise de constantes, la téléassistance, l'agenda médical et les

notifications. Elle a été conçue pour les patients atteints de maladies chroniques, pour le maintien à domicile des personnes fragiles et seniors. Les premiers tests sont en cours sur le premier trimestre 2024.

MDV IT SAS

Le catalogue produit des solutions est constitué avec une gamme sur mesure allant du smartphone, aux tablettes, PC et écrans interactifs et la commercialisation de ces solutions est en cours auprès de prospects dans le domaine de la santé et de l'hospitalité.

Lifimed SAS

Les conditions de développement de l'activité de la société n'étant pas réunies, les associés ont décidé de la fermeture de la structure (en janvier 2024).

Activité de Recherche et Développement

L'activité du Groupe en R&D s'est concentrée en 2023 aux activités nouvelles menées par Dextrain et Poladerme (filiales de Medical Devices Venture SA). Les travaux de développement ont été portés en immobilisations en cours pour un montant de 54 Keuros pour Dextrain et 39 Keuros pour Poladerme. Ils seront amortis sur une durée de 24 mois à compter du début de commercialisation des produits concernés.

Charges non déductibles fiscalement

Dépenses et charges somptuaires (art. 223 quater et 39-4 du CGI) : Néant.

Amortissements excédentaires (art. 39-4 du CGI) et autres amortissements non déductibles : Néant.

Commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes de la société sont présentés ci-après :

En milliers d'euros	Montant		%	
	2023	2022	2023	2022
Audit				
* Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés				
Emetteur	30	39	31%	22%
SOUS-TOTAL	30	39	100%	87%
Services autres que la certification des comptes				
* services autres que le commissariat aux comptes				
Emetteur		6	0%	3%
SOUS-TOTAL	0	6	0%	13%
TOTAL	30	45	100%	100%

Renseignements sur la répartition du capital social et les actions d'auto-contrôle

Au 31 décembre 2023, le capital social était fixé à la somme de 68.552,165 euros divisée en 1 246 403 actions de 0,055 euro de valeur nominale chacune, intégralement libérées. A la date du présent rapport, le Groupe ne détient pas d'actions d'autocontrôle.

Au 31/12/2023 aucun actionnaire connu ne détenait plus de 5% des actions de la société.

Actionnariat salarié

Conformément aux dispositions de l'article L.225-102 du code de commerce, nous vous indiquons qu'au 31 décembre 2023 aucun salarié ne détenait d'actions de la société au titre d'un "dispositif de gestion collective" de type PEE ou FCPE et que l'actionnariat salarié est inférieur à 3 % du nombre total des actions de la société.

Evolution du cours de bourse sur l'année 2023

Mois	Moyenne du cours d'ouverture	Moyenne du cours de clôture	Volume mensuel
1	0,037	0,037	10 066 149
2	0,042	0,042	55 785 382
3	0,053	0,053	160 974 087
4	0,035	0,033	24 786 109
5	0,014	0,013	69 501 229
6	0,009	0,009	44 738 037
7	0,009	0,008	118 300 607
8	0,006	0,006	139 354 573
9	0,003	0,003	148 557 089
10	0,003	0,003	73 688 720
11	1,054	1,040	138 812 375
12	1,059	0,970	978 627
Moyenne annuelle	0,194	0,185	
		Volume annuel	985 542 984

Pour mémoire, un regroupement d'action est intervenu en novembre 2023 (1 action nouvelle pour 400 actions anciennes).

Faits marquants intervenus depuis la date de clôture

Le Conseil d'administration du 20 février 2024 a décidé la réduction du nominal de 0,055 euros à 0,009 euros par actions.

Le tableau ci-dessous présente les actions créées depuis le 31/12/2023 jusqu'à la date du présent Rapport :

Au 31 décembre 2023	1 246 403	0,0550	68 552,17 €
Conversions OCABSA entre le 01/01/2024 et le 18 mars 2024	10 524 439		
Exercice BSAE Fiducie entre le 01/01/2024 et le 18 mars 2024	9 476 547		
Au 18 mars 2024	21 247 389	0,0090	191 226,50 €

Le même Conseil a également décidé du transfert du siège social de la Société du 12 rue Ampère 91430 Igny au 3 rue Ampère 91430 Igny, lequel sera soumis à l'approbation de la prochaine Assemblée Générale.

Fait à Igny, le 18 Mars 2024

Le Conseil d'administration.

TABLEAU RECAPITULATIF DES DELEGATIONS EN COURS DE VALIDITE ACCORDEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DANS LE DOMAINE DES AUGMENTATIONS DE CAPITAL (par application des articles L. 225-129-1 et L. 225-129-2. du Code de commerce)

Date d'Assemblée Générale	N° résolution	Nature de la délégation	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital pouvant résulter de l'émission	Durée de la délégation	Utilisation au cours de l'exercice
30/06/2022	20	Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions au profit des salariés ou mandataires sociaux éligibles de la Société et des sociétés liées ;	10% du capital social	38 mois	oui CA du 08/08/22, du 13/12/22 et CA 23/03/2023
21/02/2023	1	Délégation de pouvoirs à donner au Conseil d'administration pour décider du regroupement des actions de la Société ;	N/A	12 mois	Oui CA du 20 septembre 2023
21/02/2023	2	Délégation de pouvoirs à consentir au Conseil d'administration à l'effet de procéder à une ou plusieurs réduction(s) du capital social motivée(s) par des pertes, par voie de réduction de la valeur nominale des actions, sous réserve de la réalisation préalable du regroupement des actions de la Société faisant l'objet de la 1 ^{ère} résolution présentée à la présente assemblée générale ;	N/A	12 mois	Oui CA du 8 novembre 2023
29/06/2023	9	Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à des actions nouvelles ou existantes ou à des titres de créances de la Société et/ou de ses Filiales, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires)	10.000.000	26 mois	Non
29/06/2023	11	Délégation de pouvoirs consentie au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes) - L'Assemblée Générale, statuant en la forme extraordinaire, mais aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil	10.000.000	26 mois	Non

		d'administration, conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et L. 225-130 du Code de commerce :			
29/06/2023	12	Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet d'émettre, sans droit préférentiel de souscription, des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à des actions nouvelles ou existantes ou à des titres de créances de la Société et/ou de ses Filiales, conformément à l'article L. 225-136 du Code de commerce, notamment dans le cadre d'une offre au public)	10.000.000	26 mois	non
29/06/2023	14	Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration en vue d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de personnes ;	15.000.000	18 mois	oui CA du 21 décembre 2023
29/06/2023	15	Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration en vue d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de personnes dans le cadre d'un contrat de financement en fonds propres ou obligataire ;	25.000.000	18 mois	Non
29/06/2023	16	Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration en vue d'émettre des bons de souscription d'actions, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des mandataires sociaux et d'une catégorie de salariés cadres	20% du capital social	18 mois	Non
29/06/2023	17	Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de ces derniers, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles conformément à l'article L. 225-138-1 du Code de commerce	5% du capital social	26 mois	Non
29/06/2023	18	Délégation de compétence au Conseil d'administration pour décider, en cas d'offre publique, de l'émission de bons de souscription d'actions à attribuer gratuitement aux actionnaires	100% du capital	18 mois	Non

RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

(1) Organes de gouvernance

Mandataires Sociaux

Le Président organise et dirige les travaux du Conseil. Il coordonne les travaux du Conseil d'administration avec ceux des Comités (audit, rémunération, stratégique). Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission. Il rend compte à l'assemblée générale qu'il préside. En outre, le Président assure la liaison entre le Conseil et les actionnaires, en harmonie avec la Direction Générale. Il est, de plus, régulièrement tenu informé par la Direction Générale (i) des principaux événements de la Société et (ii) de la marche des affaires. Enfin, il peut entendre les Commissaires aux comptes en vue de la préparation des travaux du Conseil.

Le Directeur Général dirige la Société et la représente auprès des tiers dans la limite de son objet social. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue au Conseil d'administration et à l'assemblée générale des actionnaires et des limites apportées par le Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration du 22 mars 2013 a dissocié les fonctions de Président du Conseil d'administration d'une part et de Directeur Général d'autre part. Henri CROHAS conservait alors son mandat de Président du Conseil d'Administration, et Loïc POIRIER accédait au poste de Directeur Général à compter du 1^{er} mai 2013.

Par ailleurs, les fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général ont été réunies entre les mains de Loïc Poirier, à la suite de la démission de Monsieur Henri Crohas de l'ensemble de ses fonctions au sein de la Société le 26 février 2021.

Les membres du Conseil d'administration sont nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de la société.

Les statuts de la société ont opté pour la durée légale (Article L225-18 du code de Commerce) du mandat des administrateurs à savoir six exercices.

En conformité avec l'article L. 225-25 du Code de commerce, les administrateurs ne sont plus tenus de détenir au moins une action.

Le Conseil d'administration est composé comme suit à la date du présent rapport :

Nom	Fonction	Échéance du mandat
Loïc Poirier	Président du Conseil d'administration	AG approbation des comptes 2026
Christian Viguié	Administrateur	AG approbation des comptes 2026
Guillaume Burkel	Administrateur	AG approbation des comptes 2026

Le Conseil d'administration est, à ce jour, composé de 3 membres dont 1 indépendant, Monsieur Christian Viguié, qui n'entretient aucune relation de quelque nature que ce soit avec la Société ou sa direction qui puisse compromettre l'exercice de leur liberté de jugement, ce qui leur permet de jouer pleinement leur rôle d'administrateur indépendant (le critère d'indépendance est apprécié au regard du code MIDDLENEXT recommandation N°8).

Les actions détenues par le personnel de la société représentaient en 2023 moins de 0,1% du capital social de la Société.

(2) Listes des mandats et fonctions des mandataires sociaux

Le tableau ci-dessous présente la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercées dans toute société par chacun des mandataires sociaux.

Prénom, nom et adresse	Mandat et fonction principale exercée dans la Société	Date de première nomination	Date de dernier renouvellement	Date d'échéance mandat	Principaux mandats et fonctions exercés hors de la Société au cours des 5 dernières années	Société
Loïc Poirier 12 rue Ampère, 91430 Igny	Administrateur	CA du 8 août 2014	AG du 12 mai 2021	AG statuant sur les comptes clos au 31/12/2026	PDG CEO CEO Geschäftsführer PDG CEO Administrateur (jusqu'au 05 06 2023) Administrateur (jusqu'au 3 11 2023) Chairman	Logic Instrument SA Archos Technology Shenzhen Arnova Technology Hong Archos Gmbh et Logic Instrument Gmbh Medical Devices Venture SA Appslib Deltadrone SA Metavisio SA Archos Italy
	Président du Conseil d'administration	CA du 26 Février 2021		AG statuant sur les comptes clos au 31/12/2026		
	Directeur Général	CA du 22 mars 2013	CA du 9 mars 2021	09-mars-27		
Christian Viguié 12 rue Ampère, 91430 Igny	Administrateur	CA du 26 Février 2021 (Cooptation en remplacement de Monsieur Henri Crohas)	AG du 12 mai 2021	AG statuant sur les comptes clos au 31/12/2026	PDG (jusqu'au 05 06 2023)	Delta Drone SA
Guillaume Burkel 12 rue Ampère 91430 Igny	Administrateur	AG du 12 mai 2021		AG statuant sur les comptes clos au 31/12/2026	Administrateur & DGD	Medical Devices Venture SA

Monsieur Christian Viguié est « administrateur indépendant ⁷ » de la Société.

(3) Rémunérations et avantages des organes de gouvernance

Le Président ne cumule pas de contrat de travail avec son mandat social.

La Société n'a pas mis en place un régime de retraite supplémentaire au bénéfice du Président. La recommandation n°4 du code MIDDLENEXT n'a donc pas vocation à s'appliquer.

Monsieur Burkel est directeur des activités Corporate du Groupe, il dispose à ce titre d'un contrat de travail (il est salarié de Archos SA depuis 2010).

1. Rémunérations des mandataires sociaux

⁷Selon définition du code Middenext recommandation N°8

Description	Archos SA jetons de présence	Medical Devices Venture rémunérations et assimilés	Medical Devices Venture jetons de présence	Archos SA rémunérations et assimilés	ATH (*) rémunérations et assimilés	LOGIC INSTRUMENT rémunérations et assimilés	LOGIC INSTRUMENT jetons de présence	Total
Total	50 000	36 000	16 000	275 102	143 149	100 000	16 000	636 251

(*) Montants en HK\$ convertis en euros au taux au 31/12/23

Lors des réunions du Conseil d'administration tenues les 6 novembre 2012, 22 mars 2013, 10 juin 2020 et le 9 mars 2021, le Conseil d'administration a voté les montants de la rémunération du Directeur Général.

Les frais et dépenses (notamment les frais raisonnables de déplacement et d'hébergement) engagés par les administrateurs au titre de leur mandat (réunions du Conseil d'Administration, réalisation de missions confiées par le Conseil d'Administration) sont intégralement pris en charge par la Société. Aucune somme significative n'a été versée à ce titre en 2023.

2. Rémunération des administrateurs

L'Assemblée Générale Ordinaire du 29 juin 2023 a fixé le montant annuel global de la rémunération des administrateurs à 50.000 euros au titre de l'exercice 2023 à charge pour le Conseil d'administration d'en répartir les montants.

3. Stock-options

Il n'existe à la date du présent rapport financier annuel aucun plan « actif » de stock-options.

(4) Conventions et engagements réglementés

(par application de l'article L225-38 du Code de commerce modifié par l'ordonnance [n°2014-863 du 31 juillet 2014 - art. 7](#))

Nature	Montant en 2023	Co-Contractant
Contrat d'assurance Responsabilité civile des dirigeants	18 530 €	Allianz (depuis le 1er septembre 2016)
Commission sur ventes	30 342 €	Logic Instrument
Commission sur achats	47 033 €	Logic Instrument
Commissionnement des ressources opérationnelles et administratives	196 126 €	Logic Instrument
Convention ressources opérationnelles et administratives	48 845 €	Medical Devices Venture
Convention ressources opérationnelles et administratives	99 949	Dextrain
Convention ressources opérationnelles et administratives	81 456 €	Poladerme
Convention ressources opérationnelles et administratives	107 151 €	DOMISANTE
Convention ressources opérationnelles et administratives	163 808 €	MDV IT
Convention vente produits	11 490 €	MDV IT

L'ensemble des conventions listées ci-dessus a été préalablement autorisé par le Conseil d'administration.

Gestion des risques et contrôle interne

Le contrôle interne en place au sein de chaque société du Groupe repose sur les fondements principaux suivants :

- la reconnaissance de la pleine responsabilité des dirigeants des sociétés du Groupe ;
- un système de reporting financier semestriel ;
- la supervision et l'approbation par les directeurs du siège des opérations courantes des filiales ;
- la supervision de la majorité des décaissements grâce à la mise en place d'une plateforme de paiements centralisée.

Tout en privilégiant les critères suivants :

- un critère de réactivité, afin d'accompagner l'autonomie de chaque société dans la gestion de ses affaires ;
- un critère de souplesse pour que les dirigeants des sociétés du Groupe exercent pleinement leurs responsabilités ;
- un critère de simplicité afin que le processus de contrôle interne reste adapté à la taille modeste des entreprises composant notre Groupe.

Les acteurs privilégiés du contrôle interne sont :

- le Conseil d'administration ;
- le Directeur Financier Groupe et les correspondants administratifs et financiers locaux ;

La Société met en œuvre des reportings comptables et financiers périodiques, analysés avec les responsables des filiales concernées. La périodicité des reportings dépend de la nature des informations (hebdomadaire ou quotidienne pour les reportings de trésorerie et de chiffre d'affaires, semestrielle pour les reportings de résultats).

La Société assure, dans le cadre de son service juridique :

- le traitement des dossiers et/ou contentieux de la Société (et le cas échéant, le traitement de ceux des filiales en liaison avec celles-ci) susceptibles de générer des risques significatifs ;
- l'assistance juridique de la Société et de ses filiales.

Concernant la comptabilité et la consolidation du Groupe, les règles sont définies au niveau du Groupe, par le Directeur Financier, qui s'assure de la diffusion et de l'application auprès des différentes filiales.

Facteurs de risques

L'intégralité des risques identifiés par la Société est consultable en Section 4 « Facteurs de risque » dans le « Document d'Information » établi le 9 décembre 2020, à l'occasion du transfert sur Euronext Growth. Le document est consultable sur le site internet de la Société :

(https://www.archos.com/corporate/investors/financial_doc/Archos_Document_d_information_vfinale_9122020_fr.pdf)

Sont présentés dans cette section les seuls risques spécifiques à la Société, et qui sont importants pour la prise d'une décision d'investissement en connaissance de cause. Pour chacun des risques exposés ci-dessous, la Société a procédé comme suit :

- présentation du risque brut, tel qu'il existe dans le cadre de l'activité de la Société ;
- présentation des mesures mises en œuvre par la Société aux fins de gestion dudit risque, le cas échéant.

L'application de ces mesures au risque brut permet à la Société d'analyser un risque net. La Société a évalué le degré de criticité du risque net, lequel repose sur l'analyse conjointe de deux critères : (i) la probabilité de voir se réaliser le risque et (ii) l'ampleur estimée de son impact négatif. Le degré de criticité de chaque risque est exposé ci-après, selon l'échelle qualitative suivante : faible ; moyen ; élevé.

Tableau synthétique :

Nature du risque	Degré de criticité du risque net
<p>Risques liés à l'activité de la société et à son organisation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Risques liés à l'incapacité de la Société à développer des produits correspondant aux attentes des clients dans des conditions économiques acceptables - Risques liés à la dépendance vis-à-vis de développements tiers - Risques liés à la crise de la COVID 19 et à la guerre en Ukraine - Risques liés à la dilution - Risques liés à la concurrence - Risques fournisseurs - Risque de dépendance aux personnes-clé 	<p>Elevé</p> <p>Elevé</p> <p>Elevé</p> <p>Elevé</p> <p>Elevé</p> <p>Elevé</p> <p>Elevé</p>
<p>Risques financiers</p> <ul style="list-style-type: none"> - Risque de liquidité - Risque de change 	<p>Moyen</p> <p>Moyen</p>
<p>Risques juridiques ou réglementaires</p> <ul style="list-style-type: none"> - Risques liés à l'utilisation de technologies appartenant en partie à des tiers et de dépendance à la propriété intellectuelle détenue pour partie par des tiers 	<p>Elevé</p>

Risques liés à l'activité de la société et à son organisation

Risques liés à l'incapacité de la Société à développer des produits correspondant aux attentes des clients dans des conditions économiques acceptables

La réussite de la Société dépend en grande partie de l'acceptation par les clients des produits qu'elle offre, qui peut être affectée par de nombreux facteurs, parmi lesquels figurent notamment les goûts du public, la publicité, la disponibilité de produits alternatifs, la situation économique d'ensemble et d'autres facteurs externes qui peuvent évoluer rapidement. Il est extrêmement difficile de prédire avec exactitude le niveau d'acceptation du grand public et sa demande future d'offres et services, existants ou à venir, ainsi que la taille, la composition et la croissance future des marchés sur lesquels évolue la Société. La Société pourrait être incapable de s'adapter à cette demande en constante évolution, ce qui pourrait fortement réduire la demande de ses produits et avoir un effet immédiat et significatif sur sa situation financière et son résultat d'exploitation.

Cette inadaptation aux attentes du marché ou incapacité à attirer des consommateurs aurait une influence négative sur le chiffre d'affaires de la Société, sur ses marges et son résultat. Et quand bien même la Société serait en mesure de produire des produits en phase avec les attentes des segments de marché visés, mais dans des conditions économiques ne répondant pas aux critères de rentabilité qu'elle s'est fixés, ses marges et donc son résultat pourraient en être affectés.

L'étude, la conception et le développement de nouveaux produits requièrent du temps et la mobilisation des ressources internes et/ou externes de la Société. La Société peut, pour de multiples raisons techniques, commerciales ou autres, ne pas être en mesure de lancer un produit qu'elle a identifié comme étant adapté à un segment de marché qui lui semble porteur ou ne pas être en mesure de lancer un tel produit à temps. Cela peut être le cas pour tout projet en cours et non abouti.

L'échec commercial d'un produit développé ou le retard dans le lancement d'un produit par la Société serait non seulement de nature à nuire à sa crédibilité vis-à-vis de ses partenaires et à dégrader son chiffre d'affaires, mais grèverait également, notamment du fait des coûts de développement engagés, ses résultats et sa situation financière. Ce facteur serait d'autant plus important que le nombre de produits qu'elle aurait développés serait limité.

De même, si son offre de nouveaux produits n'était pas perçue comme suffisamment différenciante par les consommateurs par rapport à des produits existants ou si les prix auxquels la Société envisageait de proposer ses produits n'étaient pas acceptables par le marché, la Société devrait soit les réduire, soit accepter de ne vendre qu'une fraction de la quantité qu'elle avait initialement prévue de vendre.

La Direction dispose d'un système d'informations fiable de suivi des ventes et se tient à l'écoute de la concurrence pour anticiper au mieux les mouvements de marché et en limiter les à-coups, qu'ils soient positifs ou négatifs.

La Société estime que le degré de criticité de ce risque net est élevé, étant considéré que :

- L'efficacité des mesures mises en place par la Société pour appréhender l'environnement concurrentiel renforcé dans lequel elle évolue peut-être limitée (en cas de retards ou de contraintes dans la sortie de nouveaux produits, ou si les concurrents mettent sur le marché des produits et des services plus performants) ;
- La réalisation des événements décrits dans la présente section pourrait avoir un impact négatif élevé sur la Société (impact sur le chiffre d'affaires, sur le niveau de rentabilité de la Société et sur la valeur de son stock.

Risques liés à la dépendance vis-à-vis de développements tiers

La Société utilise des technologies tierces sur certains aspects logiciels. L'incapacité des fournisseurs de solutions à maintenir ou à faire évoluer ces solutions pourrait amener la Société à devoir rechercher des solutions comparables (si elles existent) et il pourrait en résulter des retards dans la fourniture de versions de programmes ou des surcoûts

imprévisibles. Par exemple, la Société utilise des technologies logicielles de Google (système Android), Microsoft ou Amazon qui évoluent fréquemment. L'absence de mise à niveau de ces systèmes par Google, Microsoft ou Amazon ou la non disponibilité pour le Groupe des évolutions de ces systèmes ou technologies pourrait avoir un impact sur la performance des produits (par rapport à des produits concurrents) ou sur le calendrier de sortie des nouveaux produits.

Selon la Société, il est de l'intérêt de ces grands groupes de faciliter l'accès à leurs services au plus grand nombre de fabricants et de fournisseurs de services, étant précisé que les réglementations notamment européennes en matière de protection à l'encontre des abus de position dominante sont susceptibles de maintenir cette situation.

La Société estime que le degré de criticité de ce risque net est élevé, étant considéré que :

- la Société ne peut fournir de garantie sur le fait que les stratégies des grands groupes n'évolueront pas dans le futur ;
- la réalisation des événements décrits dans la présente section pourrait avoir un impact négatif élevé sur la Société (impact sur le chiffre d'affaires et sur le niveau de rentabilité de la Société).

Risques liés à la guerre en Ukraine

La Société est dépendante d'approvisionnements en provenance de tiers et des circuits de distribution. Dans ce cadre, la guerre en Ukraine a impacté son activité sur l'année 2023 et peuvent continuer à l'impacter si les sources d'approvisionnement en amont étaient touchées (problématiques de fabrication de composants et/ou de main d'œuvre d'assemblage) et si les circuits logistiques restaient durablement impactés. En effet, la Société utilise principalement l'avion (qui représente 90 % des flux logistiques) pour s'approvisionner (afin de limiter le besoin en fonds de roulement) et les coûts de transport ont augmenté du fait de la réduction des vols commerciaux (qui sont également utilisés pour le transport de marchandises).

La Société estime que le degré de criticité de ce risque net est moyen, étant considéré que :

- la Société ne peut fournir de garantie sur le fait que la guerre en Ukraine sera maîtrisée durablement dans un avenir proche;

la réalisation des événements décrits dans la présente section pourrait avoir un impact négatif moyen sur la Société (impact sur le chiffre d'affaires et sur le niveau de rentabilité de la Société).

Risque de dilution

Au cours des exercices précédents, la Société s'est presque essentiellement financée sur le marché par différentes opérations d'augmentations de capital et au travers de programmes de PACEO en 2013 (9,6 M€), d'OCABSA en 2015 (15 M€ bruts), par une émission d'OCEANE en juillet 2018 (4,9 M€ bruts) et deux programmes d'OCABSA en novembre 2019 (10 M€ bruts) et en mars 2021 (15,3 M€ bruts au 31 décembre 2023). Un contrat de fiducie a également été mis en place fin 2023 avec un crédit vendeur dans le cadre du rachat des actions MDV (1,4 M€).

Le financement par fonds propres constitue son principal mode de financement (la Société utilise également l'affacturage et le financement de son cycle d'achat). Selon le niveau de croissance de son activité, il ne peut être exclu que, dans le futur, elle procède à de nouvelles émissions avec un possible impact dilutif pour ses actionnaires.

En Avril 2021, la Société a conclu un programme de financement en OCABSA portant sur un montant maximum de 25 M€. Depuis cette date 15,35 M€ bruts ont été tirés.

Un actionnaire qui détenait 1% du capital avant le tirage de la première tranche de financement au titre de ce contrat (15 avril 2021) ne détenait plus que 0,000059% du capital au 31/12/2023.

De plus, la très forte dispersion de l'actionnariat entraîne des difficultés récurrentes à réunir un quorum lors des Assemblées Générales d'actionnaires pour statuer sur les résolutions relevant du quorum requis pour les Assemblées Générales extraordinaires.

La Société a demandé et obtenu auprès de la Présidente du Tribunal de Commerce d'Evry, la désignation d'un mandataire ad hoc chargé de représenter les actionnaires défaillants, afin de constituer le quorum nécessaire à la

tenue de l'Assemblée (sur le fondement de l'article L.611-3 du Code de commerce et de la jurisprudence en matière d'abus de minorité). La Société a requis l'intervention d'un mandataire ad hoc à l'occasion des Assemblées Générales depuis le 19 mars 2019 (le quorum a été atteint une seule fois le 19 janvier 2022).

La Société estime que le degré de criticité de ce risque net est élevé, étant considéré qu'il reste des OCA non converties dans le cadre du contrat OCABSA 2021 et des BSA restant à exercer dans le cadre de la fiducie mise en place en 2023.

Risques liés à la concurrence

La Société s'attend à ce que la concurrence s'adapte rapidement en termes d'offre et de prix et modifie les conditions d'offre et d'attractivité des produits. Le marché sur lequel la Société évolue est en mutation permanente.

La Société est en concurrence avec un certain nombre d'entreprises, cotées ou non, sur les lignes de produits qu'elle développe. Il est possible que des concurrents actuels ou de nouveaux concurrents apparaissent sur chacune des lignes de produits développés par la Société.

Les principaux concurrents de la Société sont des acteurs majeurs de l'électronique grand public : Apple, Microsoft, Samsung, Sony, Nokia, LG et depuis quelques années les fabricants asiatiques qui développent une présence en Europe (Huawei, OPPO, Xiaomi, etc.) mais également des acteurs présents dans le domaine de l'informatique en mobilité, des objets connectés et de la mobilité électrique (Asus, MSI, Dell, Acer, Lenovo, Toshiba, Wiko, Kazam, Withings, Netatmo, D-Link, Lime, Bolt, etc). Les concurrents de la Société interviennent à la fois sur leur marché local et sur le marché international.

De ce fait, certains concurrents disposent, en comparaison avec la Société, d'une plus longue expérience, de ressources techniques significativement plus élevées, d'une plus grande reconnaissance de marque, d'une plus grande offre de produits et d'un plus grand nombre de consommateurs ainsi que de relations établies de longue date avec les clients, présents ou potentiels de la Société, ce qui est susceptible d'avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, les résultats et la situation financière de la Société. En outre, certains fabricants disposent d'une taille et d'une puissance financière beaucoup plus importantes que celles du Groupe et il ne peut être exclu que ces intervenants profitent de cette supériorité et de leur connaissance du secteur pour tenter d'établir des positions concurrentielles fortes sur les segments de marchés qui leur sembleront les plus porteurs.

La Société compense en partie la différence de moyens grâce à son expérience importante sur ces technologies et à un important réseau de fournisseurs, qui lui permet souvent d'accéder à des solutions comparables à celles de concurrents disposant de moyens bien supérieurs. La taille de la Société lui permet également de faire preuve d'une plus grande agilité pour saisir des opportunités de marché avec une grande réactivité.

Cependant, compte tenu du contexte concurrentiel, le Groupe ne peut assurer qu'il conservera ou augmentera à l'avenir sa part de marché actuelle.

La Société estime que le degré de criticité de ce risque net est élevé, étant considéré que la plupart de ses concurrents disposent de moyens financiers et technologiques beaucoup plus importants que les siens.

Risques fournisseurs

La Société estime que son développement repose sur sa capacité à établir et maintenir des relations de grande qualité avec un certain nombre de partenaires asiatiques (Chine et Taïwan). La totalité de la production est sous-traitée à ces différents partenaires. Cette relation requiert le maintien d'une présence forte en Asie.

Si l'un de ces sous-traitants mettait fin au contrat le liant à la Société, si l'un de ces contrats n'était pas renouvelé, si la qualité des relations entre l'un des sous-traitants et la Société se détériorait, ou si l'un des sous-traitants actuels n'était pas en mesure de s'adapter à la progression technologique des produits, la Société devrait chercher de nouveaux partenaires locaux et nouer une relation avec eux. La Société ne peut garantir qu'elle sera en mesure de nouer de tels partenariats. Le cas échéant, leur mise en place pourrait nécessiter une durée plus ou moins longue, la Société ne maîtrisant pas la durée de mise en place desdits partenariats. De plus, il ne peut être garanti que le nouveau partenaire de la Société serait à même de fournir une prestation de même nature que celle de son ancien sous-traitant, ce qui pourrait avoir des conséquences négatives sur les résultats de la Société, sa situation financière et ses perspectives de croissance.

Par ailleurs, la défaillance d'un de ces sous-traitants serait susceptible d'entraîner des retards dans les livraisons de la Société, ce qui pourrait affecter négativement les ventes, les résultats et la réputation de la Société. Ces retards pourraient avoir des conséquences encore plus importantes s'ils devaient survenir pendant la période de pic d'activité pour la vente des produits de la Société, à savoir en fin d'année.

Par ailleurs, il est possible que certains concurrents majeurs du secteur exercent une forte tension sur l'approvisionnement sur certains composants et il est possible que les approvisionnements en composants (écrans, processeurs, modules de communication, etc.) puissent être difficiles pour les fournisseurs de la Société. La Société ne dispose pas de moyens raisonnables de limitation de ce risque d'approvisionnement.

La Société pourrait également être confrontée aux conséquences résultant de violations par ces fournisseurs des réglementations applicables et/ou des droits de propriété intellectuelle de tiers afférents aux produits qu'ils fabriquent et fournissent à la Société. A titre d'exemple, le choix stratégique de se tourner vers un fournisseur de microprocesseur particulier peut entraîner une très forte dépendance de la Société à la fois au niveau de la technologie embarquée et des risques de violations de droits de propriété intellectuelle inhérente au produit sélectionné.

Enfin, la Société pourrait également être exposée aux effets des retards de production ou d'autres défauts d'exécution par les fournisseurs (retards de livraison, pénurie de composants, etc.), ce qui pourrait affecter négativement et de manière significative les ventes, les résultats et la réputation de la Société. La durée de vie des produits distribués par la Société est de nature à amplifier ce facteur.

La Société dispose d'une équipe à Shenzhen (Chine) depuis plus de 15 ans et a noué des relations avec un large panel de fournisseurs, ce qui lui permettrait de faciliter ses recherches de solutions alternatives en cas de défaillance de fournisseurs.

La Société estime que le degré de criticité de ce risque net est élevé, étant considéré que :

- la Société ne peut fournir de garantie sur le fait que ses fournisseurs poursuivront leurs relations commerciales avec elles dans la durée ou maintiendront un niveau opérationnel en phase avec ses besoins et en cas de défaillance de fournisseurs de certains de ses produits, la Société pourrait ne pas être en mesure de les remplacer rapidement ;
- la réalisation des événements décrits dans la présente section pourrait avoir un impact négatif élevé sur la Société (impact sur les délais de livraison des produits, sur l'image de la Société, sur le chiffre d'affaires, sur le niveau de rentabilité de la Société et sur la valeur de son stock et sur la possibilité d'arrêt d'activité de certains fournisseurs rendant impossible l'achat de composants nécessaires à la réparation de certains produits).

Risque de dépendance aux personnes-clé

La Société s'appuie largement sur Monsieur Loïc Poirier, Directeur Général et Président (à compter du 26 février 2021) pour son développement, ainsi que pour la mise en œuvre de sa stratégie.

Si la Société venait à perdre les services d'un ou plusieurs de ses dirigeants disposant d'une grande expérience du marché sur lequel le Groupe exerce son activité, ou si l'un ou plusieurs d'entre eux décidaient de réduire ou mettre fin à leur implication, la Société pourrait rencontrer des difficultés pour les remplacer et ses activités pourraient s'en trouver ralenties ou sa situation financière, ses résultats ou sa capacité à réaliser ses objectifs en être affectés.

La Société estime que le degré de criticité de ce risque net est élevé, étant considéré que la réalisation des événements décrits dans la présente section pourrait avoir un impact négatif élevé sur la Société (non atteinte de objectifs de la Société, désorganisation, impact sur le chiffre d'affaires et la rentabilité).

Risques financiers

Risque de liquidité

La trésorerie et les dettes financières du Groupe se présentent comme suit au 31 décembre 2023 :

En milliers d'euros		
Endettement financier net	31-déc.-23	31-déc.-22
Dettes financières "Capitaux propres Autres"		
Subvention d'investissement	12	24
Avances conditionnées		
Dettes financières "Capitaux propres Autres"	12	24
Emprunts et dettes financières		
Emprunts obligataires convertibles	550	750
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	6 503	3 186
Emprunts en crédit-bail	53	77
Concours bancaires et autres dettes bancaires courantes	2	1
Autres dettes financières (2)	4 443	3 058
Total emprunts et dettes financières	11 551	7 073
Total dettes financières brutes	11 563	7 097
Valeurs mobilières de placement	-200	
Disponibilités	-10 349	-12 063
(Excédent) / Endettement net avec intérêts courus	1 013	-4 966

(1) Dont emprunts rachat Elexo 2,5 M€, Emprunts BFR Elexo 1,6 M€, PGE Logic Instrument 0,8 M€, avances remboursables obtenues pour le financement de projets collaboratifs pour 1,5 M€

(2) Dont emprunt BEI rééchelonné pour 3 M€ et dette fiduciaire pour 1,4 M€.

Dettes par échéance	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an, - 5 ans	plus de 5 ans
		Montant	Montant	Montant
En EUR				
Emprunts obligataires convertibles	550	550		
Autres emprunts obligataires	0	0		
Emprunts et dettes auprès des établissements de cré	6 503	1 219	5 284	
Concours bancaires courants	2	2		
Emprunts en crédit bail	53	35	18	
Emprunts et dettes financières divers	4 443	1 443	3 000	
TOTAL GENERAL	11 551	3 249	8 302	

La Société estime que le degré de criticité de ce risque net est moyen, étant considéré que :

- la Société n'a pas accès à des lignes de financement bancaires ;
- mais la Société dispose d'un droit de tirage (sous réserve de remplir notamment les conditions de liquidité de l'action nécessaires) pour 9,4 M€ sur le contrat OCABSA 2021.

Risque de change

Le Groupe traite une partie significative de ses achats et ventes en devise autre que l'euro (USD et GBP pour l'essentiel). Les ventes libellées en USD concernent des ventes réalisées hors Europe (essentiellement les activités traitées au départ de Hong Kong). La quasi-totalité des produits est fabriquée en Asie et est négociée en USD.

Considérant que son environnement concurrentiel et technologique est trop fluctuant pour s'accorder avec des prises de positions de couverture à moyen terme, la Société a décidé de ne pas prendre de couvertures en devises. Il en résulte un risque lié à une éventuelle hausse ou baisse des cours des devises, ce qui impacterait la rentabilité financière de la Société.

Le cycle financier d'exposition au risque en dollars est en moyenne de 2 mois, compte tenu des délais entre la prise de commande et le règlement des produits aux fournisseurs.

La Société estime que le degré de criticité de ce risque net est moyen, étant considéré que :

- la Société ne prend pas de couverture en devises mais la durée d'exposition au risque de change est le plus souvent inférieure à 3 mois ;
- la réalisation des événements décrits dans la présente section pourrait avoir un impact négatif moyen sur la Société (impact sur la rentabilité financière).

Risques de nature juridique ou règlementaire

Risques liés à l'utilisation de technologies appartenant en partie à des tiers et de dépendance à la propriété intellectuelle détenue pour partie par des tiers

La Société utilise des technologies appartenant en partie à des tiers afin de fournir ses produits, et est en conséquence dépendante de la propriété intellectuelle détenue pour partie par des tiers ; ses activités peuvent être affectées négativement si la Société ne peut plus utiliser lesdites technologies en tout ou partie.

Les produits fournis à la Société par ses fournisseurs et sous-traitants peuvent également utiliser des technologies licenciées par des tiers telles que des logiciels. La Société fait ses meilleurs efforts pour obtenir de ses fournisseurs des garanties contractuelles concernant les droits de propriété intellectuelle, mais la Société ne peut garantir que ses produits ou leurs composants ne violent pas ou ne violeront pas des droits de propriété intellectuelle détenus par d'autres. La Société pourrait faire l'objet d'actions de la part de tiers pour violation de leurs droits de propriété intellectuelle. S'il était établi à l'avenir que la Société avait enfreint des droits de propriété intellectuelle de tiers, leur utilisation pourrait lui en être interdite. Elle pourrait avoir à payer des redevances ou des amendes et dans certains cas être contrainte de développer ses propres créations alternatives, ce qui peut s'avérer impossible. De telles actions pourraient affecter négativement de manière significative l'activité de la Société, ses résultats et sa situation financière.

La condamnation de la Société pourrait entraîner également des coûts importants. En outre, même si la Société était en mesure d'obtenir une licence soit sur la technologie ou le contenu faisant l'objet de l'action, soit sur une technologie ou un contenu similaire, les redevances réclamées par les propriétaires des droits pourraient être d'un montant élevé. Ces droits de propriété intellectuelle pourraient enfin ne pas être disponibles du tout. En conséquence, la Société pourrait être obligée de revoir la conception de ses produits en développant une propriété intellectuelle alternative dont l'utilisation ne constituerait pas une violation de droits, ce qui pourrait nécessiter des coûts et des efforts substantiels. Si la Société ne pouvait pas se voir céder de licences ou ne pouvait pas développer de technologies alternatives pour éviter que ses activités ne portent atteinte aux droits des tiers, elle serait contrainte de limiter son offre de produits actuels et futurs. L'un quelconque de ces événements pourrait avoir une incidence négative sur l'activité, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Voir les éléments relatifs aux litiges et contentieux en cours présentés dans l'Annexe des comptes. Une issue défavorable de ces litiges pourrait avoir des conséquences négatives élevées sur la Société. La Société considère leur issue incertaine, tant dans son principe que dans son échéance.

La Société dispose d'une longue expérience dans la gestion de ces risques et entretient de bonnes relations avec la plupart des détenteurs de portefeuille de brevets. Néanmoins, la Société estime que le degré de criticité de ce risque net est élevé, étant considéré que :

- le nombre de brevets déposés dans son secteur d'activité est très important, avec des niveaux de complexité technique importants sur des technologies proches, ce qui augmente la probabilité d'être confronté à des plaintes pour utilisation non autorisée de brevets de tiers ;
- la Société peut ne pas disposer des ressources nécessaires pour obtenir les droits ou pour développer ou rechercher des solutions alternatives ;
- la réalisation des événements décrits dans la présente section pourrait avoir un impact négatif élevé sur la Société (impacts sur la rentabilité financière, sur le développement de produits et du chiffre d'affaires).

ANNEXES AU RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR L'ACTIVITE DE LA SOCIETE ET DU GROUPE AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

- Opérations courantes et conclues à des conditions normales au 31 décembre 2023

Nature	Montant en 2023 (+ produits / - charges)	Cocontractants
Services opérationnels Arnova Technology HK refacturés a Archos SA	331 360 €	Arnova Technology HongKong
Services opérationnels Archos Technology SZ refacturés a Archos SA	297 455 €	Archos Technology SZ
Refacturation loyers et charges locatives du bail commercial ARCHOS occupé par LOGIC INSTRUMENT à Igny	46 721 €	Logic Instrument
Refacturation frais divers (incluant frais serveurs et gestion entrepot)	41 494 €	Logic Instrument
Facturation par Logic Instrument de prestations ressources ingénierie	83 904 €	Logic Instrument

Archos SA a également fait un apport en compte courant de 900 Keuros à sa filiale Logic Instrument dans le cadre d'une convention afin de permettre à Logic Instrument de financer en partie l'acquisition des titres de la SAS Elexo fin octobre 2023. Cet apport est rémunéré au taux maximum déductible et en phase avec les taux du marché.

Archos a également pris un engagement de rachat des actions MDV détenues par les managers (9,11% du capital de MDV) au même prix (7,63 euros), assorti de conditions de réalisation d'objectifs opérationnels sur les activités de certaines filiales de MDV à fin avril 2024 et à fin avril 2025 pour un montant de 911 Keuros. Cet engagement a été pris sur les mêmes bases de valorisation que celle utilisée dans le cadre du rachat des actions MDV préalablement à l'offre de retrait de cote.

2 – Inventaire des titres de participations (en Keuros)

En milliers d'euros

Description	Valeur	Valeur
	brute des titres	nette des titres
Filiales (plus de 50%)		
Archos Deutschland Gmbh	25	25
Archos Italie	10	0
Archos AG	64	0
Archos Technology Schenzen	493	0
Arnova Technology Hong Kong	1 707	0
Medical Devices Venture (ex-Picowan)	3 032	3 032
Participations (10 à 50%)		
Logic Instrument SA	3 564	1 167
Autres titres		
Titres auto-détenus		
Autres titres	123	123
Total	9 017	4 346

3 – Informations relatives aux délais de paiement des fournisseurs et des clients (article D.441-6 du Code de Commerce)

en Keuros	Article D. 441 - II : Factures <u>reçues</u> ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice						Article D. 441 - II : Factures émises ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice					
	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre cumulé de factures concernées	44	X				155	180	X				346
Montant cumulé des factures concernées TTC	105	-108	-117	-176	1 748	1 453	-741	-64	-25	6	519	-306
Pourcentage du montant total TTC des factures reçues dans l'année	2%	-2,5%	-2,7%	-4,02%	40,0%	33,3%	X					
Pourcentage du montant total TTC des factures émises dans l'année	X						-14%	-1%	0%	0%	10%	-6%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre de factures exclues												
Montant total des factures exclues												
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - Article L.441-6 ou article L. 443-1 du code du commerce)												
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	- délais contractuels - délais légaux						- délais contractuels - délais légaux					

Les factures clients et fournisseurs avec des filiales d'ARCHOS SA ne sont pas incluses dans le tableau ci-dessus. Les factures fournisseurs présentées dans la partie (B) du tableau sont exclues de la partie (A) du tableau car elles font l'objet d'accord spécifiques.

4 - Tableau des cinq derniers exercices (comptes sociaux)

en euros	2019	2020	2021	2022	2023
1 - Capital en fin d'exercice					
Capital social	86 010	253 614	1 331 690	51 495	68 552
Nombre d'actions ordinaires	86 009 898	253 613 962	13 316 898 403	20 598 165	1 246 403
Nombre d'actions de préférence	0	0	0	0	0
2 - Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors TVA	25 855 939	15 473 524	8 113 961	5 178 993	4 613 550
Résultat avant IS, particip. et dot.	-30 703 335	-19 354 406	-2 242 832	-7 193 128	-2 580 992
Impôts sur les bénéfices	-364 529	0	0	0	0
Participation des salariés	0	0	0	0	0
Résultat net comptable	-38 940 179	-701 837	-6 517 933	-2 089 999	-2 320 544
3 - Résultat par action					
Résultat avant IS, participation et dotations	-0,36	-0,08	0,00	0,00	-2,07
Résultat net comptable	-0,45	0,00	0,00	0,00	-1,86
4 - Personnel					
Effectif moyen de l'exercice	55	17	15	15	10
Masse salariale de l'exercice	3 581 607	2 615 361	1 271 510	1 271 510	980 832
Montant des charges sociales	1 531 091	1 078 699	603 291	603 291	419 613

RAPPORT SPECIAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE SUR LES OPERATIONS D'ATTRIBUTION D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS REALISEES AU COURS DE L'EXERCICE 2023

(Etabli en conformité de l'article L.225-184 du Code de commerce)

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux dispositions de l'article L.225-184 du Code de commerce, nous avons l'honneur de vous informer qu'aucune opération d'attribution d'options de souscription d'actions n'est intervenue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Par ailleurs, nous vous informons que lors de l'exercice écoulé, aucune option n'a été exercée.

Fait à Igny,

Le 18 mars 2024

Le Conseil d'administration.

RAPPORT SPECIAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE SUR LES OPERATIONS D'ATTRIBUTION GRATUITES D'ACTIONS REALISEES AU COURS DE L'EXERCICE 2023

Chers Actionnaires,

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-197-4 du Code de commerce, nous vous rendons compte des opérations d'attributions gratuites d'actions réalisées au cours de l'exercice 2023 en vertu des dispositions des articles L. 225-197-1 à L. 225-197-3 du Code de commerce.

Fait à Igny,

Le 18 mars 2024

Le Conseil d'Administration.

RAPPORT SPECIAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE SUR LA REALISATION DES OPERATIONS D'ACHAT D' ACTIONS AUTORISEES PAR LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE 2023

(Etabli en conformité de l'article L.22-10-62 du Code de Commerce)

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux dispositions de l'article L.22.-10-62 du code de commerce, nous avons l'honneur de vous informer qu'aucune opération d'achat d'actions n'est intervenue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Fait à Igny,

Le 18 mars 2024

Le Conseil d'Administration.

Bilan Consolidé

En K - EUR

Actif	31/12/2023	31/12/2022
Immobilisations incorporelles	4 482	437
<i>Dont Ecart d'acquisition</i>	3 814	
Immobilisations corporelles	142	155
Immobilisations financières	301	157
Titres mis en équivalence		
Actif immobilisé	4 925	749
Stocks et en-cours	3 681	3 308
Clients et comptes rattachés	5 816	1 706
Autres créances et comptes de régularisation (4)	1 167	1 557
Valeurs mobilières de placement	200	
Disponibilités	10 349	12 062
Actif circulant	21 213	18 633
Total Actif	26 138	19 382

Passif	31/12/2023	31/12/2022
Capital (1)	69	51
Primes (1)	22 598	20 412
Réserves et résultat consolidés (2)	-27 018	-25 055
Autres (3)	12	24
Capitaux propres - Part du groupe	-4 339	-4 568
Intérêts minoritaires	4 957	4 539
Provisions	1 107	810
Emprunts et dettes financières	11 551	7 073
Fournisseurs et comptes rattachés	9 093	8 869
Autres dettes et comptes de régularisations (5)	3 770	2 659
Dettes	24 413	18 601
Total Passif	26 138	19 382

- (1) De l'entité mère consolidante
- (2) Dont résultat net de l'exercice -2 610 -1 208
- (3) Détaillé dans l'analyse de la variation des capitaux propres (Part du groupe)
- (4) Dont impôts différés actifs
- (5) Dont impôts différés passifs

Compte de résultat Consolidé

En K - EUR	31/12/2023	31/12/2022
Chiffre d'affaires	19 781	14 293
Production stockée		673
Autres produits d'exploitation	891	935
Achats consommés	14 734	11 131
Charges de personnel (1)	4 229	4 332
Autres charges d'exploitations	2 482	2 684
Impôts et taxes	71	105
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	501	293
Résultat d'exploitation avant dotations aux dépréciations de l'écart d'acquisition	-1 345	-2 644
Dotation aux dépréciations des écarts d'acquisitions		
Résultat d'exploitation après dotations aux dépréciations de l'écart d'acquisition	-1 345	-2 644
Produits et charges financières	28	-61
Produits et charges exceptionnelles	-1 029	1 188
Impôts sur les résultats	58	-11
Résultat net des entités intégrées	-2 403	-1 506
Quote-part dans les résultats des entités mis en équivalence		
Résultat net d'ensemble consolidé	-2 403	-1 506
Intérêts minoritaires (2)	207	-298
Résultat net (Part du groupe)	-2 610	-1 208

(1) Y compris participation des salariés

(2) Dont intérêts minoritaires dans LOGIC INSTRUMENT/ELEXO (+478 K€), DEXTRAIN (-69 K€), MDV (-104 K€), DOMISANTE (-104 K€), POLADERME (2 K€), MDV IT (+4 K€).

Tableau de flux de trésorerie consolidé

En K - EUR	31/12/2023	31/12/2022
Résultat net consolidé	-2 403	-1 506
Résultat des sociétés mise en équivalence		
Amortissements et provisions	-124	-4 593
Variation des impôts différés	46	-11
Plus-values de cession, nettes d'impôt		-1 440
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	-2 481	-7 550
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-1 540	2 828
<i>Dont stocks</i>	33	-920
<i>Dont créances d'exploitation</i>	-593	937
<i>Dont dettes d'exploitation</i>	-980	2 811
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-4 021	-4 722
Acquisition d'immobilisations	-328	-337
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	25	61
Incidence des variations de périmètres (2)	-4 642	2 028
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-4 945	1 752
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		
Dividendes en intragroupe		
Augmentations ou diminutions de capital en numéraire (1)	2 091	
Emissions d'emprunts	6 117	128
Remboursements d'emprunts	-746	-1 067
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	7 462	-938
Incidence des variations de cours des devises	-9	6
Variations de trésorerie	-1 513	-3 903
Trésorerie d'ouverture	12 060	15 963
Trésorerie de clôture	10 548	12 060

(1) L'augmentation de capital de la société ARCHOS est liée aux conversions de OCA constatées sur l'exercice pour 2091 K€.

(2) Les variations de trésorerie liées aux incidences de variation de périmètre sont constituées de flux de trésorerie liées aux sociétés :

- MEDICAL DEVICE VENTURE = - 2 032 K€
- ELEXO (filiale de LOGIC INSTRUMENT) = - 2 610 K€

Tableau de variation des capitaux propres

En K - EUR	Capital	Réserves	Résultats	Subventions	Autres	Total part groupe	Intérêts minoritaires
Capitaux propres 31/12/2021	1 332	4 648	-9 246	3	516	-6 919	4 172
Correction des A nouveaux						-2	2
Affectation en réserves		-9 246	9 246				
Distributions de dividendes							
Variation de capital	-1 280	4 831				3 550	
Résultat N-1			-1 506			-1 208	-298
Variations des écarts de conversion					-10	-10	
Incidence des réévaluations							
Entrée de périmètre							
Sortie de périmètre							
Changement de méthode							
Restructuration fusion							
Changement d'intérêts							
Variation de périmètre		590					590
Autres variations				95		22	73
Capitaux propres 31/12/2022	51	823	-1 506	98	506	-4 568	4 539
Correction des A nouveaux		-5				-4	-1
Affectation en réserves		-1 506	1 506				
Distributions de dividendes							
Variation de capital (1)	17	2 846				2 863	
Résultat N			-2 403			-2 608	205
Variations des écarts de conversion					3	3	
Incidence des réévaluations							
Entrée de périmètre							
Sortie de périmètre							
Changement de méthode							
Restructuration fusion							
Changement d'intérêts		256					256
Variation de périmètre							
Autres variations				-68		-25	-42
Capitaux propres 31/12/2023	69	2 413	-2 403	30	509	-4 339	4 957

(1) L'ensemble des opérations sur capital sont exposées en partie 2 de la présente annexe "Augmentations de capital".

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES

1- PREAMBULE

La société ARCHOS SA est cotée sur Euronext Growth Paris. Elle est la société mère du Groupe ARCHOS. Le siège social est situé à Igny, en région parisienne.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2023, ainsi que les notes afférentes, ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros.

2- FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2023 ET EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Organigramme juridique et évolutions du périmètre

ARCHOS SA est la société mère du Groupe dont le siège se trouve à Igny en région parisienne. ARCHOS SA assure la conception et le développement des produits, le marketing central, les achats et la sous-traitance de la production, la finance, ainsi que la distribution et le marketing local pour la France et l'Europe.

ARCHOS SA détient treize filiales localisées en France, en Allemagne, à Hong Kong, en Chine, en Suisse et en Italie.

ARCHOS détient le contrôle exclusif de Logic Instrument car elle exerce une influence dominante avec la capacité d'utiliser les actifs, passifs et éléments hors-bilan de la même façon qu'elle contrôle ce même type d'éléments de sa propre entité. LOGIC INSTRUMENT est donc intégrée dans les comptes consolidés d'ARCHOS selon la méthode de l'intégration globale.

La société DEXTRAIN et la société POLADERME (filiales de Medical Devices venture) sont intégrées globalement dans les comptes consolidés du fait de la détention par la société MEDICAL DEVICE VENTURE de la majorité des droits de votes aux comités stratégiques (ayant de larges pouvoirs) et lui confèrent le contrôle de fait de ces sociétés.

Evolutions du périmètre sur la période

Au cours de l'exercice 2023 le périmètre a évolué au sein du Groupe du fait :

- de la participation de Medical Devices Venture à l'augmentation du capital de Dextrain SAS. Un écart d'acquisition complémentaire de 173 K€ a été constitué dans ce cadre dans les comptes consolidés.
- du rachat par Archos SA d'actions Medical Devices Venture (MDV) dans le cadre de l'opération de retrait de la cote de MDV. Un écart d'acquisition de 1.904 K€ a été constaté à la clôture dans les comptes consolidés.
- de l'entrée dans le périmètre de la société Elexo SAS, dont 100% des titres a été acquis par Logic Instrument SA au 31 octobre 2023. Un écart d'acquisition de 1.735 K€ a été constitué à la clôture dans les comptes consolidés.

Activité et faits marquants :

Regroupement d'actions et réduction du nominal de l'action

La Société a annoncé le 20 septembre 2023 le lancement d'une opération de regroupement d'actions composant son capital social à raison de 400 actions anciennes contre 1 action nouvelle, conformément à la première résolution approuvée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 21 février 2023. Les opérations de regroupement ont eu lieu du 4 octobre 2023 au 8 novembre 2023 inclus. Elles ont pris effet le 13 novembre 2023, premier jour de cotation des actions issues du regroupement.

De plus, le Conseil d'administration du 8 novembre 2023 faisant usage de la deuxième résolution approuvée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 21 février 2023, a décidé de réduire le capital social de la Société de 697.699 euros à 38.373,445 euros, par voie de diminution de la valeur nominale des actions composant le capital social à 0,055 euro, et affectation de la totalité du montant de la réduction de capital au compte « Report à nouveau ».

Acquisition des blocs de titres MDV et radiation des actions MDV du marché Euronext Access+ Paris

La Société indique avoir procédé à radiation des actions de la société Medical Devices Venture (Mnémonique : MLMDV – ISIN : FR0014006PT9) du marché Euronext Access+ Paris dans la mesure où la cotation de MDV sur ce marché n'a plus de raison d'être, compte tenu notamment de son flottant quasiment inexistant, des très faibles volumes échangés, du fait que MDV envisage de lever des financements auprès de fonds actifs qui investissent dans des sociétés non cotées évoluant dans le domaine de la santé et des contraintes légales et réglementaires applicables aux sociétés cotées sur Euronext Access+ qui apparaissent disproportionnées par rapport au bénéfice apporté par la cotation de MDV (la « Radiation MDV »).

En application de l'article 5.2 des règles de marché Euronext Access, le cabinet AA FINEVAL, représenté par Monsieur Antoine Nodet, a été mandaté en qualité d'expert indépendant dans le cadre du projet de Radiation MDV (l'« Expert Indépendant ») afin d'établir un rapport aux termes duquel l'Expert Indépendant conclut que 7,63 euros par action MDV constitue un prix équitable pour les actionnaires minoritaires de MDV (le « Rapport de l'Expert Indépendant »).

La Société a ainsi procédé à l'acquisition de 190.904 actions MDV, au prix de 7,63 euros par action (déterminé sur la base du Rapport de l'Expert Indépendant), et des 191.665 BSA MDV, au prix de 3 euros par BSA (déterminé sur la base du prix d'exercice des BSA et de leur parité d'exercice), auprès de Neovacs, d'Europe Offering et de YA II PN, Ltd⁸ (l'« Acquisition des Blocs MDV »)⁹.

Il est précisé que le paiement du prix relatif à l'Acquisition des Blocs MDV n'a pas été réalisé par versement en espèces mais a donné naissance à des crédit-vendeurs selon les modalités suivantes :

- le crédit-vendeur consenti par YA II PN, Ltd au bénéfice de la Société dans le cadre de l'Acquisition des Blocs MDV sera utilisé par YA II PN, Ltd à l'effet de souscrire, par voie de compensation de créances à hauteur du montant du crédit-vendeur, aux OCA de la tranche 12 du contrat d'émission conclu le 17 mars 2021 entre la Société et YA II PN, Ltd ;
- la Société s'est engagée, dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la date de l'Acquisition des Blocs MDV, à émettre des bons de souscription d'actions de la Société (BSA Equitization)¹⁰ au profit d'un fiduciaire dans le cadre d'une fiducie devant être mise en place par la Société afin d'équitizer les crédit-vendeurs consentis par Neovacs et Europe Offering au bénéfice de la Société dans le cadre de l'Acquisition des Blocs MDV.

L'Acquisition des Blocs MDV a permis à la Société de détenir seule plus de 90% du capital et des droits de vote de MDV et ainsi de demander à Euronext de procéder à la Radiation MDV à l'issue de l'offre volontaire de rachat des actions MDV lancée fin décembre 2023 et qui a abouti à un rachat complémentaire en février 2024 de 151 actions MDV apportées à l'Offre.

A l'issue de l'Offre, Archos détient seule 1.191.025 actions MDV, représentant 90,86% du capital et des droits de vote théoriques de MDV.

Archos a également pris un engagement de rachat des actions MDV détenues par les managers (9,11% du capital de MDV) au même prix (7,63 euros), assorti de conditions de réalisation d'objectifs opérationnels sur les activités de

⁸ Il est précisé que le transfert effectif des 53.830 actions MDV détenues par YA II PN, Ltd au bénéfice de la Société sera réalisé dans les prochains jours, dès que leur transfert préalable au nominatif pur aura été réalisé.

⁹ Il est précisé que les ABSA avaient été souscrites par ces investisseurs dans le cadre de l'introduction en bourse de MDV à un prix de 12€ par ABSA.

¹⁰ Les termes et conditions des BSA Equitization seront économiquement similaires au financement d'OCA dans le cadre du Contrat.

certaines filiales de MDV à fin avril 2024 et à fin avril 2025 pour un montant de 911 Keuros. Cet engagement a été pris sur les mêmes bases de valorisation que celle utilisée dans le cadre du rachat des actions MDV préalablement à l'offre de retrait de cote.

Archos a demandé, conformément aux dispositions de l'article 5.2, 4) des règles de marché Euronext Access, la radiation des actions MDV du marché Euronext Access+ Paris, laquelle est effective depuis le 14 février 2024.

Contrat OCABSA 2021

Le 17 mars 2021 a été conclu avec le fonds d'investissement YA II PN, Ltd représenté par Yorkville Advisors Global LP, un nouveau contrat de financement obligataire flexible par émission de bons d'émission (les « Bons d'Émission ») donnant accès à des tranches d'obligations convertibles en actions nouvelles d'une valeur nominale de 10.000 € chacune (les « OCA »), assorties de bons de souscription d'actions en ce qui concerne la quatrième tranche d'OCA (les « BSA »). Le contrat de financement se décomposait en un premier engagement de financement d'un montant nominal maximum total de 12 M€ comprenant quatre tranches (de 3 M€ chacune) (l'« Engagement Initial »), suivi d'un second engagement de financement d'un montant nominal maximum total de 13 M€ (composé de treize tranches de 1 M€ chacune) (l'« Engagement Additionnel »).

L'ensemble des informations relatives à ce contrat est disponible dans la note d'opération établie à cette occasion et disponible à l'adresse suivante sur le site de la Société :

<https://www.archos.com/informations-financieres/>

Un avenant à ce contrat a été conclu le 21 septembre 2021. Aux termes de l'Avenant, l'Engagement Initial est complété de quatre tranches supplémentaires, soit un nombre total de huit tranches disponibles dans le cadre de l'Engagement Initial. Le montant nominal de chacune des quatre tranches supplémentaires de l'Engagement Initial serait de 2 M€, portant ainsi le montant nominal total de l'Engagement Initial à 20 M€. Le montant nominal maximum total du financement prévu au Contrat reste de 25 M€ dans la mesure où l'Avenant prévoit que l'Engagement Additionnel ne porte plus que sur 5 M€ de montant nominal maximum total.

L'ensemble des informations relatives à cet avenant est disponible sur le site de la Société à l'adresse suivante :

<https://www.archos.com/informations-financieres/>

Un nouvel avenant au contrat a été conclu le 15 décembre 2021. Aux termes de cet Avenant, l'Engagement Initial est réduit aux 12 M€ émis à date. L'Avenant prévoit également que l'Engagement Additionnel portera désormais sur un montant nominal maximum total de 13 M€ par émission de treize tranches d'un montant nominal total de 1 M€ chacune. Il est rappelé que les tirages des tranches dans le cadre de l'Engagement Additionnel sont intégralement à la main de la Société.

La Société a également procédé le 15 Décembre 2021 au rachat de 11.675.000.000 BSA attachés à la quatrième tranche d'OCA, le solde des 3.325.000.000 BSA détenus par l'Investisseur ayant été exercés également ce jour.

L'ensemble des informations relatives à cet avenant est disponible sur le site de la Société à l'adresse suivante :

<https://www.archos.com/informations-financieres/>

Aux termes d'un avenant n°3 conclu le 8 décembre 2022 la Société et l'Investisseur ont décidé d'étendre de 3 mois supplémentaires la maturité des OCA émises dans le cadre de la quatrième tranche en date du 15 décembre 2021, initialement fixée à 12 mois (soit le 15 décembre 2022).

Le 7 mars 2023, la société a annoncé avoir signé un avenant n°4 contrat de financement obligataire flexible par émission de bons d'émission (les « Bons d'Émission ») donnant accès à des tranches d'obligations convertibles en actions nouvelles (le « Contrat ») d'une valeur nominale de 10.000 € chacune (les « OCA »), la quatrième tranche d'OCA étant assortie de bons de souscription d'actions (les « BSA »), conclu le 17 mars 2021 avec le fonds d'investissement YA II PN, Ltd représenté par Yorkville Advisors Global LP (l'« Investisseur »), ainsi que le tirage de la cinquième tranche d'OCA.

Aux termes de cet avenant, l'Engagement Initial est complété de treize tranches supplémentaires disponibles dans le cadre de l'Engagement Initial, en ce compris une tranche 5 d'un montant nominal de 500.000 € tirée le 7 mars 2023. Le montant nominal de chacune des douze tranches suivantes de l'Engagement Initial sera de 250.000 €,

portant ainsi le montant nominal total de l'Engagement Initial à 15,5 M€. Par ailleurs, le montant nominal de chacune des tranches de l'Engagement Additionnel est maintenu à 1.000.000 €, à l'exception de la dernière tranche d'OCA qui sera d'un montant nominal de 500.000 €.

Le montant nominal maximum total du financement prévu au Contrat reste de 25 M€ dans la mesure où l'Avenant n°4 prévoit que l'Engagement Additionnel ne porte plus que sur 9,5 M€ de montant nominal maximum total.

Dans le cadre de la conclusion de l'Avenant n°4, il a été convenu entre la Société et l'Investisseur que le tirage de chacune des tranches supplémentaires dans le cadre de l'Engagement Initial interviendra tous les mois après le tirage de la tranche précédente.

Outre les conditions de tirage dans le cadre de l'Engagement Initial mentionnées dans le communiqué de presse de la Société du 17 mars 2021, les Parties à l'Avenant n°4 sont convenues d'ajouter deux nouvelles conditions de tirage, à savoir (i) l'exposition de l'Investisseur, après prise en compte des OCA à émettre dans le cadre de la tranche à émettre, est inférieure à 1.000.000 €, et (ii) la liquidité moyenne des actions Archos échangées au cours des 25 jours de bourse précédents est supérieure à 25.000 € (cette condition n'étant applicable que si l'exposition de l'Investisseur est supérieure à 100.000 €).

Tirages à la main de l'Investisseur uniquement avec l'accord de la Société

Aux termes de l'Avenant n°4, l'Investisseur dispose désormais du droit de solliciter le tirage anticipé d'une ou plusieurs tranches de l'Engagement Initial et, à compter de l'expiration de l'Engagement Initial, d'une ou plusieurs tranches de l'Engagement Additionnel. La Société conserve le droit d'accepter ou de refuser le tirage des tranches ainsi demandé par l'Investisseur.

En cas de tirage de tranche de l'Engagement Initial sollicité par l'Investisseur et accepté par la Société, la Société publiera immédiatement un communiqué de presse afin d'en informer le marché et de communiquer le nouveau calendrier de tirage des tranches restantes de l'Engagement Initial.

Aux termes de l'Avenant n°4, la Société et l'Investisseur sont convenus d'étendre la durée du Contrat de trente-six mois supplémentaires, soit jusqu'au 17 mars 2027.

L'ensemble des informations relatives à cet avenant est disponible sur le site de la Société à l'adresse suivante :

<https://www.archos.com/informations-financieres/>

Conclusion d'un avenant n°5 au contrat de financement conclu avec l'Investisseur (30 novembre 2023)

- *Modification du montant nominal maximum total de l'Engagement Initial et de l'Engagement Additionnel*

Aux termes de l'Avenant n°5, l'Engagement Initial est porté à un montant nominal total de 15,60 M€, via l'émission de 4 tranches restant à émettre d'un montant nominal de (i) 850.000 € pour la tranche 12¹¹, dont une partie du prix de souscription sera payée par compensation de créance avec le prix de cession des actions MDV acquises auprès de l'Investisseur, et (ii) 250.000 € pour chacune des tranches 13 à 15.

Par ailleurs, le montant nominal de chacune des tranches de l'Engagement Additionnel sera réduit à 200.000 €.

Le montant nominal maximum total du financement prévu au Contrat restera de 25 M€ dans la mesure où l'Avenant n°5 prévoit que l'Engagement Additionnel ne porte plus que sur 9,40 M€ de montant nominal maximum total.

- *Modification du calendrier des tirages de l'Engagement Initial*

En conséquence de la conclusion de l'Avenant n°5, le tirage des tranches restantes dans le cadre de l'Engagement Initial interviendra, sous réserve de la réalisation des conditions de tirage, selon le calendrier prévisionnel suivant :

¹¹ Dont 250.000 euros seront convertibles à la discrétion de l'Investisseur, le solde étant convertible dans la limite de 50.000 euros par mois (augmentée, le cas échéant, de la partie non-utilisée des conversions autorisées au cours des mois précédents) pendant 12 mois (les « Montants Convertibles »).

Tranche 12	29/11/2023 (tirage effectué)
Tranche 13	02/01/2024 (tirage effectué)
Tranche 14	01/02/2024 (tirage effectué)
Tranche 15	01/03/2024 (tirage effectué)

- *Modification des conditions de tirage de l'Engagement Initial*

L'Avenant n°5 modifie une condition de tirage de l'Engagement Initial, à savoir la condition selon laquelle l'exposition de l'Investisseur, après prise en compte des OCA à émettre dans le cadre de la tranche considérée (étant précisé que pour la tranche 12, seuls les Montants Convertibles seront pris en compte), est inférieure à 1.000.000 €.

- *Modification des conditions de tirage de l'Engagement Additionnel*

L'Avenant n°5 modifie deux conditions de tirage de l'Engagement Additionnel, à savoir (i) la condition selon laquelle l'exposition de l'Investisseur, avant prise en compte des OCA à émettre dans le cadre de la tranche considérée (étant précisé que pour la tranche 12, seuls les Montants Convertibles seront pris en compte), est inférieure à 200.000 €, et (ii) la condition selon laquelle la liquidité quotidienne moyenne des actions Archos échangées au cours des 10 jours de bourse précédents est supérieure à 35.000 €.

Une condition additionnelle est également ajoutée, à savoir que le tirage de la tranche précédente a eu lieu au moins 20 jours de bourse auparavant.

Par ailleurs, l'Avenant n°5 limite la période d'application des conditions de tirage de l'Engagement Additionnel au 31 décembre 2024 (inclus), étant précisé qu'à compter de cette date (soit du 1er janvier 2025 jusqu'à l'expiration du Contrat) le tirage d'une tranche de l'Engagement Additionnel ne sera conditionné qu'à l'obtention de l'accord préalable écrit de l'Investisseur.

Synthèse des augmentations et réductions de capital de l'exercice

	Nombre d'actions	Nominal	Capital social
Au 31 décembre 2022	20 598 165	0,003 €	51 495,41 €
Conversions Ocabsa 01/01/2023 au 8/11/2023	258 113 245		
Actions gratuites émises avant le 8/11/2023	368 371		
Regroupement 8/11/2023	-278 382 082		
Conversions OCABSA entre le 9/11/2023 et le 31/12/2023	524 290		
Exercice BSAE Fiducie entre le 9/11/2023 et le 31/12/2023	21 169		
Actions gratuites émises entre le 8/11/2023 et le 31/12/2023	3 245		
Au 31 décembre 2023	1 246 403	0,0550	68 552,17 €

Litiges et procédures judiciaires

Archos a mis fin en 2023 au cours du premier semestre à l'un des litiges relatifs aux droits de propriété intellectuelle en Allemagne et a enregistré à cet effet une charge exceptionnelle de 1,1 M€ d'indemnités transactionnelle couvrant la période concernée. Ce montant a été versé sur le second semestre 2023 selon un échéancier convenu dans le cadre du protocole. Le montant a été constaté en résultat exceptionnel.

Un autre protocole transactionnel a été conclu au cours du second semestre 2023 afin de solder avec un client un autre litige de propriété intellectuelle en Allemagne et la société a enregistré à cet effet une charge exceptionnelle de 0,7 M€ d'indemnités transactionnelle couvrant la période concernée. Le règlement de cette indemnité est étalé de début 2024 jusqu'à fin 2026.

De plus un autre litige portant sur des droits de propriété intellectuelle avec des ayants droits a été soldé en fin d'année 2023 entraînant une charge exceptionnelle de 0,5 M€ dont le règlement est étalé de Q3 2023 à Q3 2024.

La société a été assignée en 2022 devant le tribunal des Prudhommes pour un litige avec un ancien salarié. La société conteste l'ensemble des demandes. Ce litige a été jugé en faveur de la société fin 2023.

La société a par ailleurs été assignée en 2023 devant le tribunal de Commerce par certains actionnaires qui réclament des dommages et intérêts à raison de la baisse du cours de bourse. La société conteste l'ensemble de ces demandes infondées. A ce stade, il est impossible de se prononcer sur l'issue de ce litige, qui reste incertaine, tant dans son principe que dans son échéance.

Propriété intellectuelle

La société KONINKLIJKE PHILIPS N.V a assigné en fin d'année 2015 ARCHOS SA en France et aux Pays-Bas et sa filiale ARCHOS GmbH en Allemagne pour violation alléguée de brevets portant sur différentes technologies. Une partie de ces litiges a pris fin suite à un accord entre les parties intervenu fin mars 2017. De nouvelles assignations ont été lancées par Philips fin juin 2017.

Pour les différentes procédures qui suivent leur cours, ARCHOS entend conclure au rejet de l'intégralité des demandes formulées par la société KONINKLIJKE PHILIPS N.V. Sur la base des éléments connus, le Groupe considère l'issue incertaine, tant dans son principe que dans son échéance.

D'autre part, dans le cadre du cours normal de ses activités, ARCHOS est en discussion avec des sociétés qui demandent l'adhésion à leurs programmes de licence relatifs à des brevets dont l'utilisation est considérée abusive par leurs propriétaires.

Perspectives

Impact de la guerre en Ukraine

Le conflit en Ukraine et ses conséquences économiques au plan mondial (inflation) ont impacté l'activité du groupe sur l'exercice notamment dans l'activité auprès des clients du secteur grand public (ARCHOS SA) mais il n'est pas possible d'évaluer l'ampleur spécifique cet impact. Il est probable que cette crise continuera d'avoir des effets sur les ventes du secteur grand public en 2024

La stratégie du groupe sur 2024

Le groupe compte désormais atteindre les 40M€ de chiffre d'affaires consolidé en 2024 et s'approcher de l'équilibre en résultat opérationnel.

Le groupe entend continuer de développer les ventes professionnelles de solutions mobiles pour la défense, l'industrie et les services mais également accélérer avec Medical Devices Venture le déploiement de ses filiales, Dextrain, Poladerme, Domisanté et MDV IT.

Pour la partie électronique grand public, ARCHOS dévoilera sa nouvelle gamme de tablettes en Mai 2024.

Evènements postérieurs à la clôture

Evolution du capital et conversions OCA

Le Conseil d'administration du 20 février 2024 a décidé la réduction du nominal de 0,055 euros à 0,009 euros par actions.

Le tableau ci-dessous présente les actions créées depuis le 31/12/2023 jusqu'à la date du présent Rapport :

Au 31 décembre 2023	1 246 403	0,0550	68 552,17 €
Conversions OCABSA entre le 01/01/2024 et le 18 mars 2024	10 524 439		
Exercice BSAE Fiducie entre le 01/01/2024 et le 18 mars 2024	9 476 547		
Au 18 mars 2024	21 247 389	0,0090	191 226,50 €

Le même Conseil a également décidé du transfert du siège social de la Société du 12 rue Ampère 91430 Igny au 3 rue Ampère 91430 Igny, lequel sera soumis à l'approbation de la prochaine Assemblée Générale.

3- METHODES ET PRINCIPES DE CONSOLIDATION

3.1 Règles et méthodes comptables

Les états financiers consolidés du Groupe présentent un bilan et un compte de résultat au 31 décembre 2023 comparés au 31 décembre 2022. Toutes les sociétés du Groupe clôturent au 31 décembre.

L'ensemble des notes annexes est présenté en milliers d'euros, sauf mention particulière.

Les comptes consolidés du Groupe sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en France, telles que définies par le règlement ANC 2020-01 et applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021.

3.2 Principes généraux utilisés pour l'établissement des comptes consolidés

Les états financiers consolidés, ont été établis en conformité avec les règles en vigueur en France actuellement. Les comptes sont consolidés dans le respect des principes comptables suivants :

- Principe de prudence
- Méthode des coûts historiques
- Principe de continuité d'exploitation
- Principe d'indépendance des exercices
- Principe de permanence des méthodes

3.3 Méthodes

Les principes de consolidation utilisés par le Groupe sont l'intégration globale, l'intégration proportionnelle et la mise en équivalence des titres de participation.

Divers retraitements des comptes sociaux des sociétés du Groupe sont opérés au cours du processus de consolidation. Les principaux retraitements sont :

- Elimination des opérations intra-groupes et des résultats internes à l'ensemble consolidé, y compris les dividendes,
- Reconnaissance des impôts différés,
- Retraitement des frais d'acquisition des titres,
- Comptabilisation des engagements de retraite,
- Elimination des provisions réglementées.

3.4 Périmètre et méthodes de consolidation

Au 31 décembre 2023, les sociétés suivantes, dans lesquelles la société mère ARCHOS SA exerce un contrôle (exclusif ou conjoint) ont été consolidées par la méthode de l'intégration (globale ou proportionnelle). Les pourcentages de contrôles et d'intérêts sont différents lorsque la participation détenue par la société mère est indirecte et fait intervenir des sociétés que celle-ci ne contrôle pas à 100%.

La société DEXTRAIN et POLADERME sont intégrées globalement dans les comptes consolidés du fait de la détention par la société MEDICAL DEVICE VENTURE de la majorité des droits de votes aux comités stratégiques (ayant de larges pouvoirs) de ces sociétés et lui confèrent le contrôle de fait de ces sociétés.

3.5 Méthode de conversion des comptes des sociétés intégrées en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contrevaletur à la date de l'opération.

SOCIETES	PAYS	31/12/2023			31/12/2022		
		% de Contrôle	% d'intérêts	Méthode	% de Contrôle	% d'intérêts	Méthode
ARCHOS SA	France	MÈRE	MÈRE	IG	MÈRE	MÈRE	IG
ARCHOS AG	Suisse	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
ARCHOS GMBH	Allemagne	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
ARCHOS ITALIA	Italie	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
ARNOVA TECHNOLOGY HONG KONG	Hong Kong	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
ARCHOS TECHNOLOGY SHENZHEN CO.LTD	Chine	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
LOGIC INSTRUMENT	France	24,23%	24,23%	IG	24,23%	24,23%	IG
LOGIC INSTRUMENT GMBH	Allemagne	24,23%	24,23%	IG	24,23%	24,23%	IG
ELEXO SAS	France	24,23%	24,23%	IG	-	-	-
MEDICAL DEVICE VENTURE (Ex PICOWAN)	France	90,85%	90,85%	IG	77,42%	77,42%	IG
DEXTRAIN	France	53,83%	48,90%	IG	20,00%	15,48%	IG
POLADERME	France	40,11%	36,44%	IG	40,11%	31,05%	IG
MDV IT	France	90,85%	90,85%	IG	77,42%	77,42%	IG
LIFI MED	France	51,00%	46,33%	IG	51,00%	39,48%	IG
DOMISANTE	France	70,00%	63,60%	IG	70,00%	54,19%	IG

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contrevaieur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion".

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité ou partiellement.

Les taux de conversion retenus sont :

Devise	Taux de clôture	Taux moyen	Taux d'ouverture
Dollar US (USD)	1,1050	1,0813	1,0666
Yuan (Chine - CNY)	7,8509	7,6600	7,3582
Franc suisse (CHF)	0,9260	0,9718	0,9847

3.6 Écarts d'acquisition

Détermination

La différence entre le coût d'acquisition des titres et la juste valeur des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition. Les biens destinés à l'exploitation sont évalués à la valeur d'utilité. Les biens non destinés à l'exploitation sont estimés à leur valeur de marché à la date d'acquisition ou, en l'absence de marché, à leur valeur nette probable de réalisation.

- **Ecarts d'acquisition positifs**

Un écart d'acquisition positif représente l'excédent entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'entreprise acquéreuse dans l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition. Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif dans le poste « Immobilisations incorporelles » conformément au nouveau règlement ANC 2020-01.

▪ Écarts d'acquisition négatifs

Un écart d'acquisition négatif correspond généralement soit à une plus-value potentielle du fait d'une acquisition effectuée dans des conditions avantageuses, soit à une rentabilité insuffisante de l'entreprise acquise. Les écarts d'acquisition négatifs sont inscrits au passif au poste « Provisions pour risques et charges ».

Il n'existe aucun écart d'acquisition négatif à ce jour.

3.7 Frais de recherche et développement (« R&D »)

Les coûts de développement sont comptabilisés en immobilisations incorporelles dès que les conditions suivantes sont simultanément remplies :

- la faisabilité technique de l'achèvement de l'actif incorporel afin de pouvoir l'utiliser ou le vendre,
- l'intention d'achever l'actif incorporel et de l'utiliser ou le vendre,
- la capacité à l'utiliser ou le vendre,
- l'actif générera des avantages économiques futurs probables,
- la disponibilité des ressources techniques, financières ou autres nécessaires pour réaliser le projet,
- la capacité à mesurer de manière fiable les dépenses liées à cet actif pendant sa phase de développement.

L'ensemble des coûts de développement engagés, déterminés projet par projet en fonction des temps réellement passés par les ingénieurs du bureau d'étude ainsi que des frais directs s'y rattachant, sont étudiés et les projets sont comptabilisés à l'actif, pour le coût engagé, à compter de la date à laquelle l'ensemble des critères sont respectés.

Les frais de développement ne satisfaisant pas à ces critères sont comptabilisés en charges de l'exercice.

Les projets sont amortis à compter de la date de début des ventes se rapportant aux projets concernés sur une période moyenne de 24 mois de façon linéaire (certains projets peuvent avoir une durée d'amortissement supérieure en fonction de leur date de commercialisation). Leur amortissement est imputé aux frais de R&D.

Les subventions reçues au titre des projets de développement figurent au bilan dans le poste "Autres Capitaux propres". Elles sont inscrites dans le compte de résultat dans le résultat au même rythme que les frais liés aux projets auxquels elles sont liées.

3.8 Autres immobilisations incorporelles

Les autres actifs incorporels sont immobilisés dans la mesure où les avantages économiques futurs associés à ces actifs bénéficieront au Groupe et lorsque les coûts correspondants peuvent être identifiés de façon fiable.

La valeur brute des immobilisations incorporelles est exprimée au coût historique.

Les autres immobilisations incorporelles sont amorties en fonction de leur durée de vie estimée :

Description	Mode d'amortissement	Durée d'amortissement
Brevets	Linéaire	5 ans
Frais de programmes informatiques	Linéaire	1 an et 3 ans
Frais de recherche et développement	Linéaire	18 mois à 5 ans

3.9 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les amortissements pour dépréciation, déterminés selon le mode linéaire, sont calculés en fonction de la durée de vie prévue des biens concernés :

Description	Mode d'amortissement	Durée d'amortissement
Installations techniques, matériels et outillages	Linéaire	2,6,8 et 10 ans
Matériels de bureau et informatique	Linéaire	2, 3 et 8 ans
Mobilier	Linéaire	8 et 10 ans
Prototypes	Linéaire	1 an
Autres immobilisations corporelles	Linéaire	3 à 10 ans

3.10 Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont principalement constituées de dépôts et cautionnements évalués à leur coût d'entrée au bilan. Elles font l'objet de provisions pour dépréciation lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur brute.

3.11 Contrats de location

Les contrats de location simple ne sont pas retraités à l'actif. Les charges de loyers sont maintenues en charges d'exploitation.

En matière de crédit-bail et de location financement, le groupe a retenu la méthode de référence du règlement ANC 2020-01.

L'activation des crédits baux au bilan consolidé du Groupe se traduit par la constatation de l'actif initialement financé, et de la dette restant à rembourser aux sociétés de crédit-bail au passif. Les biens financés en crédit-bail correspondent à l'acquisition de véhicules, principalement pour la société LOGIC INSTRUMENT.

3.12 Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, selon la méthode FIFO.

Le Groupe ARCHOS fait face à des risques liés au secteur d'activité dans lequel il évolue. Ces risques sont principalement liés (1) à la concurrence, (2) à la baisse des prix des produits dans le secteur de l'électronique grand public, (3) à l'environnement économique et géopolitique et (4) à la saisonnalité. ARCHOS vend des produits dont les prix ont tendance à baisser en raison notamment de l'importance croissante des volumes de vente d'une technologie donnée et des évolutions rapides des innovations technologiques successives. Ainsi, la Direction détermine à la clôture la valeur nette de réalisation des produits en stocks au regard du prix de vente attendu après déduction des coûts estimés pour l'achèvement et la commercialisation.

Dans le cas, où le prix de revient d'un produit serait supérieur à sa valeur nette réalisable, une provision pour dépréciation des stocks est enregistrée. La dépréciation peut être reprise si les circonstances ayant conduit à déprécier la valeur des stocks cessent d'exister.

3.13 Clients et comptes rattachés

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances sur lesquelles un risque de non-recouvrement est identifié en fin de période font l'objet d'une dépréciation. L'analyse du risque de non recouvrement tient compte de critères tels que l'ancienneté de la créance, l'existence d'un litige ou la situation financière du client.

3.14 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les montants pris en compte dans le poste Trésorerie et équivalents de trésorerie correspondent aux liquidités, aux dépôts bancaires à vue et autres placements court terme très liquides ayant des échéances initiales inférieures ou

égales à trois mois, convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur ou de perte en capital. Les découverts bancaires sont comptabilisés en passifs financiers.

Les placements monétaires sont évalués à leur valeur de marché et au cours de change en vigueur à la date de clôture, les variations de valeur étant enregistrées en résultat financier.

3.15 Capital

Les actions ordinaires sont comptabilisées dans les capitaux propres.

Lorsqu'une société du Groupe acquiert des actions ARCHOS SA, soit directement, soit dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec un établissement financier, le prix payé, augmenté des coûts directs supplémentaires, est comptabilisé en titres d'auto-contrôle et déduit des fonds propres.

Lors de leur cession, la contrepartie reçue en échange de ces titres, nets des coûts de transaction et des effets d'impôts liés, est comptabilisée en capitaux propres.

3.16 Dettes fournisseurs

Les dettes fournisseurs et sur autres créditeurs (dettes fiscales et sociales) sont évaluées à leur valeur nominale.

3.17 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges permettent de couvrir un risque ou une charge dont l'échéance ou le montant n'est pas fixé de façon précise.

Ainsi une provision est comptabilisée à la clôture si le groupe a une obligation légale, contractuelle ou implicite à l'égard d'un tiers et dont il est probable qu'elle générera une sortie de ressources. Les montants provisionnés correspondent à la meilleure estimation de la sortie de ressource qui sera nécessaire pour éteindre les obligations. Les provisions pour litiges sont déterminées sur la base de chaque dossier en fonction des procédures en cours, des demandes faites et de leurs chances réelles de réalisation.

3.18 Avantages au personnel

La provision pour indemnités de fin de carrière comprend les indemnités conventionnelles de fin de carrière spécifiques au régime français.

La provision est estimée par application d'une méthode actuarielle rétrospective prenant en compte le risque de mortalité, l'évolution prévisionnelle des salaires, la rotation des effectifs et un taux d'actualisation.

La provision pour indemnités de fin de carrière est enregistrée en provision pour risques et charges

3.19 Impôts différés

Les impôts différés sont constatés dans le compte de résultat et au bilan pour tenir compte des différences temporelles entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales des actifs et des passifs.

Les impôts différés sont comptabilisés selon l'approche bilantielle de la méthode du report variable. Les impôts différés sont évalués en tenant compte de l'évolution connue des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'effet des éventuelles variations du taux d'imposition sur les impôts différés antérieurement constatés, est respectivement enregistré en compte de résultat ou en capitaux propres au cours de l'exercice où ces changements de taux deviennent effectifs.

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'il est probable que des bénéfices imposables seront réalisés, permettant à l'actif d'impôt différé d'être utilisé. A ce titre le Groupe reconnaît comme assiette de calcul des actifs d'impôts différés, les profits attendus dans les cinq exercices suivant la date d'arrêt, tels qu'ils ressortent de Business Plans arrêtés par le Président.

La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à chaque clôture, afin de déterminer si cette valeur doit être réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant soit disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de tout ou partie de ces actifs d'impôts différés. Inversement, une réduction sera effectuée dans la mesure où il devient probable que des bénéfices imposables suffisants soient disponibles.

Les actifs et passifs d'impôt différés sont compensés si, et seulement si les filiales ont le droit de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible et lorsque ceux-ci concernent des impôts sur le résultat prélevé par la même autorité fiscale et simultanément.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne font pas l'objet d'une actualisation.

Les taux d'impôts retenus pour calculer les impôts différés sont ceux résultant des textes fiscaux en vigueur et qui seront applicables lorsque la différence future se réalisera. Les effets de modifications des taux d'imposition sont inscrits dans le résultat de l'exercice au cours duquel le changement de taux est décidé. Les impôts différés actif et passif sont compensés entité fiscale consolidée par entité fiscale consolidée.

Au 31 décembre 2023, les impôts différés ont été calculés au taux de 25 %.

En cas de changement de taux d'impôt, les impositions différées sont ajustées au nouveau taux en vigueur sur l'exercice où le changement est connu et l'ajustement imputé en compte de résultat.

Compte tenu des résultats déficitaires importants de la société ARCHOS SA, les impôts différés actifs n'ont pas fait l'objet au 31 décembre 2023 d'une activation dans les comptes consolidés pour cette société, car leur caractère recouvrable à moyen terme n'est pas assuré.

Note 1 : Immobilisations incorporelles

En K - EUR

Valeurs brutes	31/12/2022	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	31/12/2023
Ecarts d'acquisition	528			3 889		4 417
Frais de développement	2 709				68	2 776
Concessions, brevets et droits similaires	720			236		955
Immobilisations incorporelles en crédit bail assimilés						
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours	331	93			-68	356
Avances, acomptes sur immo. incorporelles						
Immobilisations Incorporelles brutes	4 287	93		4 124		8 505

Amortissements et provisions	31/12/2022	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	31/12/2023
Ecarts d'acquisition	528			75		603
Frais de développement	2 709	21				2 729
Concessions, brevets et droits similaires	613	48		29		690
Immobilisations incorporelles en crédit bail assimilés						
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles						
Amortissements et provisions	3 850	69		104		4 023

Valeurs nettes	31/12/2022	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	31/12/2023
Ecarts d'acquisition				3 814		3 814
Marques						
Frais de développement		-21			68	47
Concessions, brevets et droits similaires	106	-48		207		265
Immobilisations incorporelles en crédit bail assimilés						
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours	331	93			-68	356
Avances, acomptes sur immo. incorporelles						
Valeurs nettes	437	25		4 021		4 482

Note 2 : Immobilisations Corporelles

En K - EUR

Valeurs brutes	31/12/2022	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	31/12/2023
Terrains						
Constructions	4					4
Installations techniques, matériel, outillage	200					200
Immobilisations corp. en crédit bail et assimilés	9					9
Autres immobilisations corporelles	1 598	80	1	165	-5	1 838
Immobilisations en cours	14	-14				
Avances et acomptes						
Valeurs brutes	1 825	66	1	165	-5	2 051

Amortissements et provisions	31/12/2022	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	31/12/2023
Terrains						
Constructions	4					4
Installations techniques, matériel, outillage	121	22				143
Immobilisations corp. en crédit bail et assimilés	9					9
Autres immobilisations corporelles	1 536	58	1	165	-5	1 754
Immobilisations en cours						
Avances et acomptes						
Amortissements et provisions	1 670	80	1	165	-5	1 909

Valeurs nettes	31/12/2022	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	31/12/2023
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel, outillage	79	-22				57
Immobilisations corp. en crédit bail et assimilés						
Autres immobilisations corporelles	62	21	-1		-0	84
Immobilisations en cours	14	-14				
Avances et acomptes						
Valeurs nettes	155	-14	-1		-0	142

Note 3 : Immobilisations Financières

En K - EUR

Valeurs brutes	31/12/2022	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	31/12/2023
Titres de participations	5				-5	
Créances rattachées à des participations						
Autres titres immobilisés		123				123
Prêts	78					78
Autres immobilisations financières	73	40	19		5	100
Titres mis en équivalence						
Valeurs brutes	157	163	19		0	301

Provisions	31/12/2022	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	31/12/2023
Titres de participations						
Créances rattachées à des participations						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières						
Titres mis en équivalence						
Provisions						

Valeurs nettes	31/12/2022	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	31/12/2023
Titres de participations	5				-5	
Créances rattachées à des participations						
Autres titres immobilisés		123				123
Prêts	78					78
Autres immobilisations financières	73	40	19		5	100
Titres mis en équivalence						
Valeurs nettes	157	163	19		0	301

Note 4 : Stocks

En milliers d'euros

Description	31-déc.-23	31-déc.-22
Matières premières et composants	0	0
Produits finis & Travaux en cours	5 425	4 452
Total Stock brut (1)	5 425	4 452
Matières premières et composants	0	0
Produits finis & Travaux en cours	-1 745	-1 144
Total Provisions pour dépréciation des stocks	-1 745	-1 144
Total - Stocks	3 681	3 308

(1) Les stocks des filiales sont nets de l'élimination de la marge intra-groupe.

Note 5 : Clients et Comptes rattachés

En milliers d'euros

Description	31-déc.-23	31-déc.-22
Montant des clients bruts cédés et non cédés (1)	6 041	2 134
Dépréciation	-226	-427
Montant net	5 816	1 706

(1) Inclus les créances cédées dans le cadre des contrats d'affacturage (Factors)

Note 6 : Autres créances et comptes de régularisations

En K - EUR

Valeurs brutes	31/12/2022	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	31/12/2023
Avances et actes. versés sur cdes.	357		-364	155		148
Créances fiscales	678		-219	257		716
Actifs d'impôts différés						
Créances sociales	14	43		1		58
Autres créances	238		-75	0	-5	158
Capital souscrit, appelé et non versé						
Comptes de régularisation	269		-182			87
Valeurs brutes	1 557	43	-658	413	-5	1 167

Provisions	31/12/2022	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	31/12/2023
Avances et actes. versés sur cdes.						
Créances fiscales						
Actifs d'impôts différés						
Créances sociales						
Autres créances						
Capital souscrit, appelé et non versé						
Comptes de régularisation						
Provisions						

Valeurs nettes	31/12/2022	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	31/12/2023
Avances et actes. versés sur cdes.	357		-364	155		148
Créances fiscales	678		-219	257		716
Actifs d'impôts différés						
Créances sociales	14	43		1		58
Autres créances	238			0	-5	158
Capital souscrit, appelé et non versé						
Comptes de régularisation	269		-182			87
Valeurs nettes	1 557	43	-658	413	-5	1 167

Note 7 : Trésorerie et équivalent trésorerie

En milliers d'euros

Situation nette de trésorerie	31-déc.-23	31-déc.-22
Concours bancaires		
Concours bancaires et autres dettes bancaires courants	2	1
Total découverts bancaires	2	1
Disponibilités		
Valeurs mobilières de placement	200	
Disponibilités	10 349	12 061
Total disponibilités	10 549	12 061
Total situation nette de trésorerie	10 548	12 060

Les positions libellées en devises des disponibilités sont les suivantes :

En milliers d'euros

Encours	31-déc.-23	31-déc.-22
EUR	10 431	11 372
GBP	-2	454
USD	52	101
Autres	66	133
Total trésorerie	10 548	12 060

Note 8 – Endettement

En milliers d'euros

Endettement financier net	31-déc.-23	31-déc.-22
Dettes financières "Capitaux propres Autres"		
Subvention d'investissement	12	24
Avances conditionnées		
Dettes financières "Capitaux propres Autres"	12	24
Emprunts et dettes financières		
Emprunts obligataires convertibles	550	750
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	6 503	3 186
Emprunts en crédit-bail	53	77
Concours bancaires et autres dettes bancaires courantes	2	1
Autres dettes financières (2)	4 443	3 058
Total emprunts et dettes financières	11 551	7 073
Total dettes financières brutes	11 563	7 097
Valeurs mobilières de placement	-200	
Disponibilités	-10 349	-12 063
(Excédent) / Endettement net avec intérêts courus	1 013	-4 966

(1) Dont emprunts rachat Elexo 2,5 M€, Emprunts BFR Elexo 1,6 M€, PGE Logic Instrument 0,8 M€, avances remboursables obtenues pour le financement de projets collaboratifs pour 1,5 M€

(2) Dont emprunt BEI rééchelonné pour 3 M€ et dette fiduciaire pour 1,4 M€.

Dettes par échéance	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an, - 5 ans	plus de 5 ans
		Montant	Montant	Montant
En EUR				
Emprunts obligataires convertibles	550	550		
Autres emprunts obligataires	0	0		
Emprunts et dettes auprès des établissements de cré	6 503	1 219	5 284	
Concours bancaires courants	2	2		
Emprunts en crédit bail	53	35	18	
Emprunts et dettes financières divers	4 443	1 443	3 000	
TOTAL GENERAL	11 551	3 249	8 302	

Note 9 – Provisions

En K - EUR

Valeurs brutes	Litige	Garanties	Risques contractuels	IDR	Autres	Total
Situation au 31 décembre 2021	-	536	4 500	372	151	5 558
Entrée de périmètre						
Dotations				1		4 504
Reprises	-	58	4 500	147	44	223
Situation au 31 décembre 2022	-	478	-	226	107	810
Entrée de périmètre				338	13	352
Dotations				30	280	311
Reprises	-	264	-	39	62	365
Situation au 31 décembre 2023	-	214	-	555	338	1 107

Note 10 – Information sectorielle

La répartition du chiffre d'affaires consolidé, du résultat d'exploitation et des actifs sectoriels est la suivante :

En milliers d'euros

	ARCHOS	LOGIC INSTRUMENT	ELEXO	MDV IT	AUTRES	TOTAL GROUPE
Chiffre d'affaires	3 087	12 662	3 666	428	-62	19 781
Résultat d'exploitation	-1 736	469	261	160	-499	-1 345
Actifs sectoriels	1 351	13 131	3 927	588	-562	18 436

Note 11 – Effectifs

Entité	Pays	31-déc-23	31-déc-22
ARCHOS SA	France	10	11
ARCHOS GmbH	Allemagne		0
ARCHOS AG	Suisse		0
ARCHOS Italia	Italie		0
ARCHOS China (ATH & ATS)	Chine	4	4
ARCHOS Tecnologia Espana	Espagne		0
LOGIC INSTRUMENT (Groupe)	France/ Allemagne	15	15
ELEXO	France	13	
Total		42	30
MEDICAL DEVICES VENTURE	France	2	2
DEXTRA IN	France	2	2
POLADERME	France	1	0
LIFI MED	France	0	0
MDV IT	France	0	0
DOMISANTE	France	0	0
Total		5	4

Note 12 – Résultat Financier

En milliers d'euros

Description	Du 1er janvier au 31 décembre 2023	Du 1er janvier au 31 décembre 2022
Gains de change		
Différences positives de change		33
Autres produits financiers	153	35
Produits financiers	153	68
Pertes de change		
Différences négatives de change	66	102
Charges d'intérêts	55	26
Autres charges financières	4	1
Charges financières	125	129
Total	28	-61

Note 13 – Résultat par actions

	Du 1er janvier au 31 décembre 2023	Du 1er janvier au 31 décembre 2022
Résultat Net par action en euros	-2,0938	-0,0587
Nombre d'actions retenu	1 246 403	20 598 165
Résultat Net dilué par action en euros	-2,0938	-0,0587
Nombre d'actions retenu	1 246 403	20 598 165

Au 31 décembre 2023, il n'y a pas d'instruments dilutifs hormis les actions gratuites qui pourraient être attribuées au terme de leur période d'acquisition, les OCA restant à convertir et les BSAe sur la Fiducie. Au 31 décembre 2023, comme au 31 décembre 2022, la société réalisant des pertes, aucun élément dilutif n'a été retenu.

Note 14 – Preuve d'impôt consolidé

PREUVE DE L'IMPOT	TOTAL
Résultat consolidé après impôt	-2 403
Résultat des sociétés mises en équivalence	
Résultat net consolidé après impôt des sociétés intégrées	-2 403
Impôt réel	58
Impôt différé changement de taux au résultat	
Résultat reconstitué avant impôt des sociétés intégrées	-2 346
IMPOT THEORIQUE ENTITE	-588
ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE ET IMPOT REEL	645
ECART IMPOT THEORIQUE GROUPE IMPOT THEORIQUE ENTITE	-1
IMPOT THEORIQUE GROUPE (25%)	-586
ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE GROUPE ET IMPOT REEL	644
JUSTIFICATION DE L'ECART	
Ecart sur bases imposées à taux différenciés	
Produits (minoration) d'impôts des autres éléments que l'impôt société	
Charges (Majoration) d'impôts des autres éléments que l'impôt société	
Justification de l'écart lié au calcul de l'impôt	
SOLDE ECART LIE AUX BASES FISCALES A JUSTIFIER	644
Ecarts permanents (Résultat non imposé hors dividendes internes)	-92
Ecarts temporaires	86
Déficit exercice non activé	753
Utilisation déficit antérieur	-102
Imposition plus-values antérieures	
Résultat fiscal transféré ou attribué	
Résultat imposé ultérieurement	
Dividendes reçus non imposés ou imposés partiellement	
Résultat sociétés transparente fiscalement	
Autres bases	
Résultat et corrections intégration fiscale	
Justification de l'écart lié aux bases fiscales	644
JUSTIFICATION GLOBALE DE L'ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE ET IMPOT REEL	644

Note 17 – Transactions avec les parties liées

Le détail des transactions figure dans le Rapport financier Annuel (conventions courantes et conventions réglementées).

Note 16 – Rémunérations des dirigeants

Le montant global des rémunérations, engagements de retraites, avances et crédits consentis à l'ensemble des membres des organes d'administration à raison de leurs fonctions dans les entreprises contrôlées se décompose comme suit :

En milliers d'euros					
Description	Archos SA	MDV	ATH (*)	LOGIC INSTRUMENT	Total
Rémunérations et assimilés	325	52	143	116	636
Engagements de retraite	0				
Avances	0				
Total	325	52	143	116	636

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-197-4 du Code de commerce, nous vous rendons compte des opérations d'attributions gratuites d'actions réalisées au cours de l'exercice 2022 en vertu des dispositions des articles L. 225-197-1 à L. 225-197-3 du Code de commerce.

Il est rappelé que l'assemblée générale des actionnaires de la Société du 28 octobre 2021 a conféré au Conseil d'administration, aux termes de sa 2ème résolution, une autorisation à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions au profit des salariés ou mandataires sociaux éligibles de la Société et des sociétés liées au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce, dans la limite de 10% du capital social.

Le Conseil d'administration réuni le 11 mai 2022 a fait usage de cette autorisation afin de mettre en place un plan d'attribution gratuite d'actions ordinaires au bénéfice de Monsieur Loïc Poirier, de Madame Bénédicte Ernoult et de Monsieur Guillaume Burkel (« plan 2022 n°1 »).

Il est rappelé que l'assemblée générale des actionnaires de la Société du 30 juin 2022 a conféré au Conseil d'administration, aux termes de sa 20ème résolution, une autorisation à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions au profit des salariés ou mandataires sociaux éligibles de la Société et des sociétés liées au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce, dans la limite de 10% du capital social.

Le Conseil d'administration réuni le 8 août 2022, le 13 décembre 2022 et le 23 mars 2023 a fait usage de cette autorisation afin de mettre en place un plan d'attribution gratuite d'actions ordinaires au bénéfice de Monsieur Loïc Poirier, de Madame Bénédicte Ernoult et de Monsieur Guillaume Burkel (les « Plans 2022 n° 2 et 3 » et le « Plan 2023 n°1 »).

La mise en place de ces Plans a pour but de renforcer les liens existants entre la Société, ses dirigeants et ses cadres salariés, en leur offrant la possibilité d'être plus étroitement associés au développement et aux performances futures de la Société. Ces Plans représentent par ailleurs pour la Société un coût réduit en matière d'instrument de motivation et, pour les actionnaires, un effet dilutif maîtrisé.

Sont présentées ci-dessous les principales stipulations du Plan :

Bénéficiaires du Plan

Sont seuls éligibles au Plan Monsieur Loïc Poirier, en sa qualité de Président Directeur Général de la Société d'une part, et Madame Bénédicte Ernoult et Monsieur Guillaume Burkel, en leur qualité de salariés de la Société d'autre part.

Actions objet du Plan

POST regroupement 10 mars 2022	Plan 2021 n°1 CA 29 Juin 2021	Plan 2021 n°2 CA 28 octobre 2021	Plan 2021 n°3 CA 9 novembre 2021	Plan 2021 n°4 CA 15 Décembre 2021	Plan 2022 n°1 CA 11 mai 2022	Plan 2022 n°2 CA 8 aout 2022	Plan 2022 n°3 CA 13 décembre 2022	Plan 2023 n°1 CA 23 mars 2023
Résolutions AG	AG 12 mai 2021 24eme résolution	AG 12 mai 2021 24eme résolution	AG 28 Octobre 2021 2eme résolution	AG 28 Octobre 2021 2eme résolution	AG 28 Octobre 2021 2eme résolution	AG 30 juin 2022 20ème résolution	AG 30 juin 2022 20ème résolution	AG 30 juin 2022 20ème résolution
Nom du bénéficiaire	Nombre d'actions attribuées	Nombre d'actions attribuées	Nombre d'actions attribuées	Nombre d'actions attribuées	Nombre d'actions attribuées	Nombre d'actions attribuées	Nombre d'actions attribuées	Nombre d'actions attribuées
POIRIER Loïc	2 925	5 549	10 475	48 950	56 732	164 289	778 839	1 952 589
ERNOULT Bénédicte	975	1 849	3 491	16 316	18 912	54 763	259 613	650 863
BURKEL Guillaume	975	1 849	3 491	16 316	18 912	54 763	259 613	650 863
Total attribution du plan	4 875	9 247	17 457	81 582	94 556	273 815	1 298 065	3 254 315
Total cumulé	4 875	14 122	31 579	113 161	207 717	481 532	1 779 597	5 033 912
Nombre d'actions à la date du Conseil d'administration (1)	97 532	282 519	315 856	1 131 689	2 077 184	4 815 346	17 795 995	50 339 145
Date d'attribution	29/06/2021	28/10/2021	09/11/2021	15/12/2021	15/05/2022	08/08/2022	13/12/2022	23/03/2023
Date d'acquisition	29/06/2022	28/10/2022	09/11/2022	15/12/2022	15/05/2023	08/08/2023	13/12/2023	12/03/2024
Date de fin de conservation	28/06/2023	27/10/2023	08/11/2023	14/12/2023	14/05/2024	07/08/2024	12/12/2024	22/03/2025
% cumulé des attributions	5%	5%	10,00%	10,00%	10,00%	10,00%	10,00%	10,00%

(1) Les éléments présentés ci-dessus tiennent compte du regroupement des actions intervenu le 10 mars 2022 (10.000 actions anciennes pour une nouvelle).

A l'issue de la Période de Conservation, les actions attribuées gratuitement pourront librement être cédées par les bénéficiaires du Plan à l'exception d'une quote-part représentant 10% du nombre d'actions attribuées gratuitement au bénéficiaire dirigeant, laquelle ne pourra être librement cédée par l'intéressé qu'après la cessation de ses fonctions, conformément aux dispositions de l'article L. 225-197-1 du Code de commerce.

Note 17 – Rémunérations des Commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes de la société sont présentés ci-après :

En milliers d'euros	Montant		%	
	2023	2022	2023	2022
Audit				
* Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés				
Emetteur	35	39	100%	87%
SOUS-TOTAL	35	39	100%	87%
Services autres que la certification des comptes				
* services autres que le commissariat aux comptes				
Emetteur		6	0%	3%
SOUS-TOTAL	0	6	0%	13%
TOTAL	35	45	100%	100%

Note 18 – Engagements

Engagements donnés :

En milliers d'euros

Engagements donnés	Montant	dont Dirigeants	dont Filiales	dont Autres
Cautions de contre-garantie sur marchés				
Créances cédées non échues				
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles				
Avals, cautions et garanties donnés				
Crédits documentaires				
Instruments financiers de change				
Gage d'instruments financiers - Dette rachat Elexo (sur Logic Instrument SA)	1 558		1 558	
Autres engagements donnés				
Contrat de financement OCABSA AVRIL 2021 - OCA	0			0
Engagement de retour à meilleure fortune LI SA	14	14		
Engagements locatifs	273	273		0
TOTAL	1 845	287	1 558	0

Logic Instrument a donné des engagements à d'anciens actionnaires pour 14 K€ dans le cadre d'une clause de retour à meilleure fortune.

La dette financière due par ARCHOS SA à la Banque Européenne d'Investissement (la « BEI ») est enregistrée au passif du bilan consolidé pour un montant total de 3.000 K€ de dette rééchelonnée. Dans le cadre de l'Accord de Règlement de la Dette BEI, la Société s'est engagée auprès de la BEI, s'agissant de la moitié de la valeur nominale de la créance que la BEI détient sur la Société en vertu du Prêt BEI (soit 3 millions d'euros), à rembourser à la BEI, chaque année calendaire à compter de l'année 2022, une somme correspondant à 25% de l'EBITDA annuel consolidé part du Groupe calculé sur la base des états financiers annuels approuvés par l'assemblée générale des actionnaires de la Société, plafonnée en tout état de cause à un montant global maximum de 3 millions d'euros (la « Dette Rééchelonnée »). Il est précisé que si ce montant global n'atteint pas 3 millions d'euros après le 7ème paiement annuel, aucun autre paiement ne sera effectué et aucun autre montant ne restera dû par la Société à la BEI au titre de la Dette Rééchelonnée.

Archos a également pris un engagement de rachat des actions MDV détenues par les managers (9,11% du capital de MDV) au même prix (7,63 euros), assorti de conditions de réalisation d'objectifs opérationnels sur les activités de certaines filiales de MDV à fin avril 2024 et à fin avril 2025 pour un montant de 911 Keuros. Cet engagement a été pris sur les mêmes bases de valorisation que celle utilisée dans le cadre du rachat des actions MDV préalablement à l'offre de retrait de cote.

Engagements reçus :

En milliers d'euros

Engagements reçus	Montant	dont Dirigeants	dont Filiales	dont Autres
Créances cédées non échues				
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles				
Avals, cautions et garanties reçus				
Autres engagements reçus				
Contrat de financement - Engagement Initial et Engagement Additionnel - OCA	10 150			10 150
TOTAL	10 150	0	0	10 150

Dans le cadre du contrat de financement OCABSA 2021 (cf. Faits marquants de l'exercice), l'investisseur (la société YA II PN, Ltd) s'est engagé à souscrire à des obligations convertibles en actions émises par ARCHOS SA dans le cadre d'un engagement initial et additionnel pour un montant global de 25.000 k€ dont il reste 10.150 k€ à la clôture sous réserve de la satisfaction de certaines conditions décrites dans les documents du contrat de financement.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'assemblée générale,

Opinion sur les comptes consolidés

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Archos relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une

opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Paris, le 22 mars 2024

Extentis Audit

Frédéric BITBOL

Commissaire aux comptes

COMPTES SOCIAUX - EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2023

Bilan Actif en milliers d'euros

	Au Durée	31/12/2023 12 mois	31/12/2022 12 mois	
ACTIF	Brut	Amort.& Prov.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	448	448	0	40
Frais d'établissement				
Frais de recherche & développement	0	0	0	0
Concessions, brevets & droits simil.	448	448	0	40
Fonds commercial (1)				
Autres immob. incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours	0		0	0
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	1 242	1 185	57	62
Terrains				
Constructions				
Installations tech., matériel et outil. Industriels	0	0	0	0
Autres immob. corporelles	1 242	1 185	57	49
Immob. Corporelles en cours	0		0	14
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)	9 980	4 718	5 262	2 362
Participations	8 895	4 671	4 223	2 192
Créances rattachées à des participations	922	47	875	104
Autres titres immobilisés	123	0	123	0
Prêts				
Autres immob. financières	41		41	66
TOTAL (I)	11 670	6 351	5 319	2 464
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	857	166	691	1 101
Matières premières et autres approvision.	0	0	0	0
En cours de production de biens	0	0	0	0
En cours production de services				
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
Marchandises	857	166	691	1 101
Avances & acomptes versés sur commandes	85		85	143
Créances exploitation (3)	2 277	226	2 052	2 557
Clients et comptes rattachés	2 084	226	1 858	1 820
Autres créances	193		193	737
Capital souscrit -appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement	0		0	0
dont actions propres				
Disponibilités	4 088		4 088	6 023
COMPTES REGULARISATION ACTIF				
Charges constatées d'avance (3)	6		6	15
TOTAL (II)	7 314	392	6 922	9 839
Charges à répartir sur plusieurs ex. (III)	0		0	0
Primes de rembour. Des obligations (IV)				
Ecart de conversion actif (V)	25		25	45
TOTAL GENERAL (I-V)	19 008	6 743	12 265	12 349

Bilan Passif en milliers d'euros

	Au Durée	31/12/2023 12 mois	31/12/2022 12 mois
PASSIF		Net	Net
CAPITAUX PROPRES			
Capital		69	51
Primes d'émission, de fusion, d'apport		22 598	20 412
Ecarts de réévaluation			
Réserves		0	0
Réserve légale		0	0
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées		0	0
Autres réserves		0	0
Report à nouveau		-23 866	-22 435
RESULTAT DE L'EXERCICE (Bénéfice ou Perte)		-2 321	-2 090
Subventions d'investissement		0	0
Provisions réglementées			
TOTAL	(I)	-3 520	-4 062
AUTRES FONDS PROPRES			
Produits émissions titres particip			
Avances conditionnées		1 481	2 098
TOTAL	(II)	1 481	2 098
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
Provisions pour risques		429	692
Provisions pour charges		253	224
TOTAL	(III)	682	916
DETTES (1)			
Emprunts obligataires convertibles		550	750
Autres emprunts		3 000	3 000
Emprunts et dettes auprès des établ. de crédit (2)		2	2
Emprunts et dettes financières divers (3)		1 443	64
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		670	1 081
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		6 098	6 863
Dettes fiscales et sociales		1 126	810
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes		356	512
COMPTES REGULARISATION PASSIF			
Produits constatés d'avance		220	220
TOTAL	(IV)	13 465	13 301
Ecarts de conversion passif	(V)	156	94
TOTAL GENERAL	(I-V)	12 265	12 349

COMPTES SOCIAUX 31 décembre 2023

Compte de résultat en milliers d'euros

	Au Durée		31/12/2023 12 mois	31/12/2022 12 mois
	France	Exportation	Total	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Ventes de marchandises	3 041	395	3 436	3 615
Production vendue (biens)	19	0	19	-1
Production vendue (services)	1 058	101	1 159	1 565
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	4 117	496	4 614	5 179
Production stockée			0	0
Production immobilisée			0	0
Subventions d'exploitation			0	0
Reprises s/prov. et amorts, transferts de charges (9)			498	314
Autres produits (1) (11)			3	60
TOTAL (2)		(I)	5 114	5 553
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises			2 069	2 855
Variation de stocks (marchandises)			398	-171
Achats de matières premières et autres approvisionnements			0	1
Variation de stocks (matières et autres approvisionnements)			0	0
Autres achats et charges externes (3) (6bis)			1 872	2 482
Impôts, taxes et versements assimilés			25	61
Salaires et traitements			981	1 032
Charges sociales (10)			420	464
Dotations aux amortissements s/immobilisations			60	112
Dotations aux provisions s/immobilisations				
Dotations aux provisions s/actif circulant			32	7
Dotations aux provisions pour risques et charges			17	105
Autres charges (12)			263	122
TOTAL (4)		(II)	6 135	7 069
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION		(I-II)	-1 021	-1 515
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué, perte transférée		(III)		
Perte supportée, bénéfice transféré		(IV)		
PRODUITS FINANCIERS				
De participations (5)			0	0
Autres valeurs mob., créances d'actif immob. (5)				
Autres intérêts et produits assimilés (5)			129	0
Reprises s/provisions et transferts de charges				30
Différences positives de change			0	
Produits nets s/cessions valeurs mob.de placement				
TOTAL		(V)	129	30
CHARGES FINANCIERES				
Dotations aux amortissements et aux provisions			16	0
Intérêts et charges assimilées (6)			17	13
Différences négatives de change			48	28
Charges nettes s/cessions valeurs mob.placement				
TOTAL		(VI)	81	41
2 - RESULTAT FINANCIER		(V-VI)	49	-10
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		(I+II+III-IV+V-VI)	-972	-1 526

Au Durée	31/12/2023 12 mois	31/12/2022 12 mois
-------------	-----------------------	-----------------------

	Total	Total
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	1 055	10
Sur opérations de capital	0	0
Reprises s/provisions et transferts de charges	59	5 141
TOTAL (VII)	1 114	5 151
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion (6bis)	2 290	5 556
Sur opérations de capital		
Dotations aux amortissements et aux provisions	172	159
TOTAL (VIII)	2 462	5 715
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	-1 348	-564
Participation des salariés (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	0	0
PRODUITS (I+III+V+VII)	6 358	10 735
CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)	8 678	12 825
5 - BENEFICE ou PERTE (Produits - Charges)	-2 321	-2 090

ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX

La société ARCHOS SA est cotée sur Euronext Growth. Elle est la société mère du Groupe ARCHOS. Le siège social est situé à Igny, en région parisienne.

Les comptes sociaux au 31 décembre 2023, ainsi que les notes afférentes, ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Les états financiers deviendront définitifs après leur approbation par l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires.

Note 1 : Règles et méthodes comptables

Code de commerce – articles L.123-12, L123-13, L123-14 et L123-17.

1.1 - Généralités

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Sauf indication contraire spécifique, les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

Seules sont exprimées les informations significatives.

1.2 – Hypothèses clés et appréciations

La préparation des états financiers implique la prise en compte d'appréciations, d'estimations et d'hypothèses, établies sur la base d'informations existant à la date d'établissement des comptes, qui peuvent affecter la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans les notes annexes. La Direction de la société revoit ses estimations et hypothèses de manière régulière afin de s'assurer de leur pertinence au regard de l'expérience passée et de la situation économique. Compte tenu du niveau réduit de visibilité lié au contexte économique de crise actuel et en fonction de l'évolution de ces hypothèses, les éléments figurant dans les futurs états financiers pourraient être différents des estimations actuelles.

Les principaux thèmes relatifs aux hypothèses clés et aux appréciations portent sur les éléments suivants :

Provisions pour garantie

Cette provision couvre les charges futures qui seront potentiellement supportées au titre de la réparation des produits défectueux pendant leur période de garantie. Cette provision est établie sur la base des statistiques de retours pour réparation sous garantie de la base installée de produits, appliqués aux volumes des ventes des 6 derniers mois. La valorisation du coût de réparation est établie sur la base d'un coût moyen de réparation constaté dans l'année.

Provisions liées aux ventes

Une provision statistique est constituée en fin de période pour couvrir les risques d'annulation de ventes liées aux retours futurs de produits cédés sur la période à des clients. Le taux statistique retenu est établi en fonction de l'analyse des taux de retour constatés sur l'année.

Evaluation des titres de participation

Le coût d'acquisition des titres de participation est comparé en fin d'année à la valeur d'utilité, se définissant sur la base d'éléments prévisionnels comme les perspectives de rentabilité, de réalisation (notamment le cours de bourse à la date de clôture pour des titres de participation cotés en bourse) et de conjonctures économiques, ou à l'actif net comptable. Une dépréciation des titres de participation est constatée si la valeur d'utilité (ou la valeur nette comptable) est inférieure au coût d'acquisition. Une provision pour risques peut également être comptabilisée en cas de situation nette négative d'une filiale en complément de la provision pour dépréciation des titres ; dans ce cas, cette provision est comptabilisée au compte de résultat dans les charges financières.

Avantages au personnel

La société se conforme strictement aux législations locales et le coût principal dans ce domaine est composé des indemnités de départ à la retraite, en France.

La méthode d'évaluation actuarielle utilisée est la méthode des Unités de Crédits Projetées. Les hypothèses comprennent principalement le taux d'actualisation et le taux de croissance à long terme des salaires. Les informations statistiques sont, pour la plupart, liées à des hypothèses démographiques telles que la mortalité, la rotation du personnel et le départ anticipé en retraite. Les hypothèses et les informations statistiques utilisées sont déterminées par la Direction.

Ces hypothèses actuarielles mises en œuvre pour l'évaluation des régimes peuvent s'avérer différentes des résultats réels en cas de modification des conditions de marché et de changements significatifs de nature économique et sociale. L'écart en résultant est enregistré en compte de résultat.

Les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

Hypothèses Retenues	2023	2022	2021
Taux d'actualisation des engagements	3,49%	3,51%	0,77%
Taux de réévaluation des salaires	2%	3%	3%

1.3 - Immobilisations

La société applique les nouvelles règles comptables relatives aux actifs en se conformant aux règlements ANC n° 2014-03.

La valeur d'entrée des immobilisations est évaluée sur la base des coûts historiques (prix d'acquisition hors frais financiers).

Les frais de développement comptabilisés sont engagés en fonction de clients potentiels, sans contrepartie spécifique. Ils sont déterminés en fonction des temps réels passés par les ingénieurs du bureau d'étude, ainsi que les frais divers s'y rattachant. Ces frais de développement sont déterminés projet par projet.

Ils sont amortis à compter de la date de début des ventes se rapportant aux projets concernés sur une période moyenne de 18 mois de façon linéaire (certains projets peuvent avoir une durée d'amortissement supérieure en fonction de leur période de commercialisation).

Les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles sont calculés en fonction de la durée d'utilisation des actifs sous-jacents.

Description	Mode d'amortissement	Durée d'amortissement
Frais de Recherche et développement	Linéaire	18 mois à 5 ans
Brevets	Linéaire	5 ans
Frais de programmes informatiques	Linéaire	1 à 5 ans
Installations techniques, matériels et outillages	Linéaire	1 à 4 ans
Matériels de bureau et informatique	Linéaire	2 à 4 ans
Mobilier	Linéaire	2 à 8 ans
Autres immobilisations corporelles	Linéaire	3 à 10 ans

Lorsque la valeur nette comptable des immobilisations est supérieure à leur valeur actuelle, il est constaté une dépréciation de ces actifs.

1.4 - Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, selon la méthode FIFO.

Le coût des produits finis comprend le prix des composants, la charge de main d'œuvre nécessaire à l'assemblage, les frais généraux de production du sous-traitant. Il intègre aussi d'autres coûts directement attribuables à l'acquisition. Les achats effectués en US dollars sont comptabilisés pour leur contre-valeur en euros, au taux de change USD / EUR du jour de la transaction.

Le Groupe ARCHOS fait face à des risques liés au secteur d'activité dans lequel il évolue. Ces risques sont principalement liés (1) à la concurrence, (2) à la baisse des prix des produits dans le secteur de l'électronique grand public, (3) à l'environnement économique et géopolitique et (4) à la saisonnalité. ARCHOS vend des produits dont les prix ont tendance à baisser en raison notamment de l'importance croissante des volumes de vente d'une technologie donnée et des évolutions rapides des innovations technologiques successives. Ainsi, la direction détermine à la clôture la valeur nette de réalisation des produits en stocks au regard du prix de vente attendu après déduction des coûts estimés pour l'achèvement et la commercialisation.

Dans le cas, où le prix de revient d'un produit serait supérieur à sa valeur nette réalisable, une provision pour dépréciation des stocks est enregistrée. La dépréciation peut être reprise si les circonstances ayant conduit à déprécier la valeur des stocks cessent d'exister.

1.5 – Clients et comptes rattachés

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Les créances douteuses donnent lieu à enregistrement de provisions pour dépréciation des comptes clients, déterminées client par client, par référence à l'antériorité et au risque estimé de non recouvrement des créances.

1.6 - Créances et dettes libellées en devises

Les transactions libellées en devises étrangères sont converties au cours de change du jour. En fin d'exercice, les créances et dettes libellées en devises étrangères sont converties au taux de change de clôture. Une provision est constatée en cas de perte de change.

1.7 – Valeurs mobilières de placement et disponibilités

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût historique. En cas de cession, le prix de revient est établi selon la méthode premier entré – premier sorti (FIFO). A la clôture de l'exercice la valeur historique est comparée avec la valeur de marché. En cas de perte de valeur, une provision pour dépréciation est constatée.

Les montants pris en compte dans le poste Disponibilités correspondent aux positions débitrices des comptes bancaires.

Les disponibilités libellées en devises étrangères sont converties au cours de change du jour. En fin d'exercice, les disponibilités libellées en devises étrangères sont converties au taux de change de clôture. Les écarts de change constatés lors de cette conversion sont enregistrés en produits ou charges financiers selon la nature de l'écart.

1.8 - Provision pour risques et charges

Dans le cadre normal de son activité, la société consent à ses clients une garantie de fonctionnement des produits. Une provision pour risques est constituée pour couvrir la quote-part des charges futures jugées probables au titre de cette garantie. Cette provision est déterminée sur une base statistique, notamment en fonction du nombre de pièces retournées sous garantie, et sur la base du coût de réparation d'une pièce. Cette provision pour garantie couvre l'ensemble des clients de la société, à savoir les clients européens, asiatiques et inclut les filiales américaine et chinoises.

La provision pour indemnités de départ en retraite est déterminée, selon la méthode rétrospective, sur la base d'évaluations tenant compte des prévisions de rotation du personnel, de l'évolution prévisible des rémunérations et font l'objet d'une actualisation au taux de rendement des obligations d'entreprises de première catégorie dont la durée avoisine la durée moyenne estimée de l'obligation de retraites concernée.

Les provisions pour litiges avec les tiers sont calculées selon la quote-part correspondant au risque de perte estimé.

Le cas échéant, la situation nette négative des filiales est analysée au regard des flux futurs de trésorerie estimés. Dans l'hypothèse où ces flux ne permettent pas d'envisager une reconstitution de la situation nette à un niveau positif dans un délai raisonnable, une provision pour risque et charges est enregistrée pour la différence entre ces flux futurs et la situation nette négative constatée.

Du fait de la présence d'opérations dont les termes sont suffisamment voisins, la société détermine une position globale de change conformément à l'article 420-6 du PCG. Ainsi, les pertes et les gains latents sont considérés comme concourant à une position globale de change, limitant donc le montant de la provision à l'excédent des pertes sur les gains.

Note 2 – Faits marquants de la période du 1er janvier au 31 décembre 2023 et évènements postérieurs à la clôture

2.1 – Faits marquants de la période du 1er janvier au 31 décembre 2023

Activité

Le chiffre d'affaires de la société ARCHOS SA pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 s'est élevé à 4,6 M€ contre 5,2 M€ pour la même période en 2022. Les charges d'exploitation se sont élevées à 6,1 M€ contre 7,1 M€ en 2022. Le résultat d'exploitation ressort à -1 M€ contre -1,5 M€ en 2022.

Le résultat exceptionnel à fin 2022 s'établit à -1,3 M€ contre -0,6 M€ en 2022.

Après prise en compte des résultats financier et exceptionnel, le résultat net s'établit à - 2,3 M€ contre -2,1 M€ en 2022.

Autres faits marquants

Organigramme juridique et évolutions du périmètre

ARCHOS SA est la société mère du Groupe dont le siège se trouve à Igny en région parisienne. ARCHOS SA assure la conception et le développement des produits, le marketing central, les achats et la sous-traitance de la production, la finance, ainsi que la distribution et le marketing local pour la France et l'Europe.

ARCHOS SA détient treize filiales localisées en France, en Allemagne, à Hong Kong, en Chine, en Suisse et en Italie.

ARCHOS détient le contrôle exclusif de Logic Instrument car elle exerce une influence dominante avec la capacité d'utiliser les actifs, passifs et éléments hors-bilan de la même façon qu'elle contrôle ce même type d'éléments de sa propre entité. LOGIC INSTRUMENT est donc intégrée dans les comptes consolidés d'ARCHOS selon la méthode de l'intégration globale.

La société DEXTRAIN et la société POLADERME (filiales de Medical Devices venture) sont intégrées globalement dans les comptes consolidés du fait de la détention par la société MEDICAL DEVICE VENTURE de la majorité des droits de votes aux comités stratégiques (ayant de larges pouvoirs) et lui confèrent le contrôle de fait de ces sociétés.

Evolutions du périmètre sur la période

Au cours de l'exercice 2023 le périmètre a évolué au sein du Groupe du fait :

- de la participation de Medical Devices Venture à l'augmentation du capital de Dextrain SAS. Un écart d'acquisition complémentaire de 13 K€ a été constitué dans ce cadre dans les comptes consolidés.
- du rachat par Archos SA d'actions Medical Devices Venture (MDV) dans le cadre de l'opération de retrait de la cote de MDV. Un écart d'acquisition de 1.829 K€ a été constitué à la clôture dans les comptes consolidés.
- de l'entrée dans le périmètre de la société Elexo SAS, dont 100% des titres a été acquis par Logic Instrument SA au 31 octobre 2023. Un écart d'acquisition de 1.748 K€ a été constitué à la clôture dans les comptes consolidés.

Activité et faits marquants :

Regroupement d'actions et réduction du nominal de l'action

La Société a annoncé le 20 septembre 2023 le lancement d'une opération de regroupement d'actions composant son capital social à raison de 400 actions anciennes contre 1 action nouvelle, conformément à la première résolution approuvée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 21 février 2023. Les opérations de

regroupement ont eu lieu du 4 octobre 2023 au 8 novembre 2023 inclus. Elles ont pris effet le 13 novembre 2023, premier jour de cotation des actions issues du regroupement.

De plus, le Conseil d'administration du 8 novembre 2023 faisant usage de la deuxième résolution approuvée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 21 février 2023, a décidé de réduire le capital social de la Société de 697.699 euros à 38.373,445 euros, par voie de diminution de la valeur nominale des actions composant le capital social à 0,055 euro, et affectation de la totalité du montant de la réduction de capital au compte « Report à nouveau ».

Acquisition des blocs de titres MDV et radiation des actions MDV du marché Euronext Access+ Paris

La Société indique avoir procédé à radiation des actions de la société Medical Devices Venture (Mnémonique : MLMDV – ISIN : FR0014006PT9) du marché Euronext Access+ Paris dans la mesure où la cotation de MDV sur ce marché n'a plus de raison d'être, compte tenu notamment de son flottant quasiment inexistant, des très faibles volumes échangés, du fait que MDV envisage de lever des financements auprès de fonds actifs qui investissent dans des sociétés non cotées évoluant dans le domaine de la santé et des contraintes légales et réglementaires applicables aux sociétés cotées sur Euronext Access+ qui apparaissent disproportionnées par rapport au bénéfice apporté par la cotation de MDV (la « Radiation MDV »).

En application de l'article 5.2 des règles de marché Euronext Access, le cabinet AA FINEVAL, représenté par Monsieur Antoine Nodet, a été mandaté en qualité d'expert indépendant dans le cadre du projet de Radiation MDV (l'« Expert Indépendant ») afin d'établir un rapport aux termes duquel l'Expert Indépendant conclut que 7,63 euros par action MDV constitue un prix équitable pour les actionnaires minoritaires de MDV (le « Rapport de l'Expert Indépendant »).

La Société a ainsi procédé à l'acquisition de 190.904 actions MDV, au prix de 7,63 euros par action (déterminé sur la base du Rapport de l'Expert Indépendant), et des 191.665 BSA MDV, au prix de 3 euros par BSA (déterminé sur la base du prix d'exercice des BSA et de leur parité d'exercice), auprès de Neovacs, d'Europe Offering et de YA II PN, Ltd¹² (l'« **Acquisition des Blocs MDV** »)¹³.

Il est précisé que le paiement du prix relatif à l'Acquisition des Blocs MDV n'a pas été réalisé par versement en espèces mais a donné naissance à des crédit-vendeurs selon les modalités suivantes :

- le crédit-vendeur consenti par YA II PN, Ltd au bénéfice de la Société dans le cadre de l'Acquisition des Blocs MDV sera utilisé par YA II PN, Ltd à l'effet de souscrire, par voie de compensation de créances à hauteur du montant du crédit-vendeur, aux OCA de la tranche 12 du contrat d'émission conclu le 17 mars 2021 entre la Société et YA II PN, Ltd ;
- la Société s'est engagée, dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la date de l'Acquisition des Blocs MDV, à émettre des bons de souscription d'actions de la Société (BSA Equitization)¹⁴ au profit d'un fiduciaire dans le cadre d'une fiducie devant être mise en place par la Société afin d'équitizer les crédit-vendeurs consentis par Neovacs et Europe Offering au bénéfice de la Société dans le cadre de l'Acquisition des Blocs MDV.

L'Acquisition des Blocs MDV a permis à la Société de détenir seule plus de 90% du capital et des droits de vote de MDV et ainsi de demander à Euronext de procéder à la Radiation MDV à l'issue de l'offre volontaire de rachat des actions MDV lancée fin décembre 2023 et qui a abouti à un rachat complémentaire en février 2024 de 151 actions MDV apportées à l'Offre.

A l'issue de l'Offre, Archos détient seule 1.191.025 actions MDV, représentant 90,86% du capital et des droits de vote théoriques de MDV.

¹² Il est précisé que le transfert effectif des 53.830 actions MDV détenues par YA II PN, Ltd au bénéfice de la Société sera réalisé dans les prochains jours, dès que leur transfert préalable au nominatif pur aura été réalisé.

¹³ Il est précisé que les ABSA avaient été souscrites par ces investisseurs dans le cadre de l'introduction en bourse de MDV à un prix de 12€ par ABSA.

¹⁴ Les termes et conditions des BSA Equitization seront économiquement similaires au financement d'OCA dans le cadre du Contrat.

Archos a également pris un engagement de rachat des actions MDV détenues par les managers (9,11% du capital de MDV) au même prix (7,63 euros), assorti de conditions de réalisation d'objectifs opérationnels sur les activités de certaines filiales de MDV à fin avril 2024 et à fin avril 2025 pour un montant de 911 Keuros. Cet engagement a été pris sur les mêmes bases de valorisation que celle utilisée dans le cadre du rachat des actions MDV préalablement à l'offre de retrait de cote.

Archos a demandé, conformément aux dispositions de l'article 5.2, 4) des règles de marché Euronext Access, la radiation des actions MDV du marché Euronext Access+ Paris, laquelle est effective depuis le 14 février 2024.

Contrat OCABSA 2021

Le 17 mars 2021 a été conclu avec le fonds d'investissement YA II PN, Ltd représenté par Yorkville Advisors Global LP, un nouveau contrat de financement obligataire flexible par émission de bons d'émission (les « Bons d'Émission ») donnant accès à des tranches d'obligations convertibles en actions nouvelles d'une valeur nominale de 10.000 € chacune (les « OCA »), assorties de bons de souscription d'actions en ce qui concerne la quatrième tranche d'OCA (les « BSA »). Le contrat de financement se décomposait en un premier engagement de financement d'un montant nominal maximum total de 12 M€ comprenant quatre tranches (de 3 M€ chacune) (l'« Engagement Initial »), suivi d'un second engagement de financement d'un montant nominal maximum total de 13 M€ (composé de treize tranches de 1 M€ chacune) (l'« Engagement Additionnel »).

L'ensemble des informations relatives à ce contrat est disponible dans la note d'opération établie à cette occasion et disponible à l'adresse suivante sur le site de la Société :

<https://www.archos.com/informations-financieres/>

Un avenant à ce contrat a été conclu le 21 septembre 2021. Aux termes de l'Avenant, l'Engagement Initial est complété de quatre tranches supplémentaires, soit un nombre total de huit tranches disponibles dans le cadre de l'Engagement Initial. Le montant nominal de chacune des quatre tranches supplémentaires de l'Engagement Initial serait de 2 M€, portant ainsi le montant nominal total de l'Engagement Initial à 20 M€. Le montant nominal maximum total du financement prévu au Contrat reste de 25 M€ dans la mesure où l'Avenant prévoit que l'Engagement Additionnel ne porte plus que sur 5 M€ de montant nominal maximum total.

L'ensemble des informations relatives à cet avenant est disponible sur le site de la Société à l'adresse suivante :

<https://www.archos.com/informations-financieres/>

Un nouvel avenant au contrat a été conclu le 15 décembre 2021. Aux termes de cet Avenant, l'Engagement Initial est réduit aux 12 M€ émis à date. L'Avenant prévoit également que l'Engagement Additionnel portera désormais sur un montant nominal maximum total de 13 M€ par émission de treize tranches d'un montant nominal total de 1 M€ chacune. Il est rappelé que les tirages des tranches dans le cadre de l'Engagement Additionnel sont intégralement à la main de la Société.

La Société a également procédé le 15 Décembre 2021 au rachat de 11.675.000.000 BSA attachés à la quatrième tranche d'OCA, le solde des 3.325.000.000 BSA détenus par l'Investisseur ayant été exercés également ce jour.

L'ensemble des informations relatives à cet avenant est disponible sur le site de la Société à l'adresse suivante :

<https://www.archos.com/informations-financieres/>

Aux termes d'un avenant n°3 conclu le 8 décembre 2022 la Société et l'Investisseur ont décidé d'étendre de 3 mois supplémentaires la maturité des OCA émises dans le cadre de la quatrième tranche en date du 15 décembre 2021, initialement fixée à 12 mois (soit le 15 décembre 2022).

Le 7 mars 2023, la société a annoncé avoir signé un avenant n°4 contrat de financement obligataire flexible par émission de bons d'émission (les « Bons d'Émission ») donnant accès à des tranches d'obligations convertibles en actions nouvelles (le « Contrat ») d'une valeur nominale de 10.000 € chacune (les « OCA »), la quatrième tranche d'OCA étant assortie de bons de souscription d'actions (les « BSA »), conclu le 17 mars 2021 avec le fonds d'investissement YA II PN, Ltd représenté par Yorkville Advisors Global LP (l'« Investisseur »), ainsi que le tirage de la cinquième tranche d'OCA.

Aux termes de cet avenant, l'Engagement Initial est complété de treize tranches supplémentaires disponibles dans le cadre de l'Engagement Initial, en ce compris une tranche 5 d'un montant nominal de 500.000 € tirée le 7 mars 2023. Le montant nominal de chacune des douze tranches suivantes de l'Engagement Initial sera de 250.000 €, portant ainsi le montant nominal total de l'Engagement Initial à 15,5 M€. Par ailleurs, le montant nominal de chacune des tranches de l'Engagement Additionnel est maintenu à 1.000.000 €, à l'exception de la dernière tranche d'OCA qui sera d'un montant nominal de 500.000 €.

Le montant nominal maximum total du financement prévu au Contrat reste de 25 M€ dans la mesure où l'Avenant n°4 prévoit que l'Engagement Additionnel ne porte plus que sur 9,5 M€ de montant nominal maximum total.

Dans le cadre de la conclusion de l'Avenant n°4, il a été convenu entre la Société et l'Investisseur que le tirage de chacune des tranches supplémentaires dans le cadre de l'Engagement Initial interviendra tous les mois après le tirage de la tranche précédente.

Outre les conditions de tirage dans le cadre de l'Engagement Initial mentionnées dans le communiqué de presse de la Société du 17 mars 2021, les Parties à l'Avenant n°4 sont convenues d'ajouter deux nouvelles conditions de tirage, à savoir (i) l'exposition de l'Investisseur, après prise en compte des OCA à émettre dans le cadre de la tranche à émettre, est inférieure à 1.000.000 €, et (ii) la liquidité moyenne des actions Archos échangées au cours des 25 jours de bourse précédents est supérieure à 25.000 € (cette condition n'étant applicable que si l'exposition de l'Investisseur est supérieure à 100.000 €).

Tirages à la main de l'Investisseur uniquement avec l'accord de la Société

Aux termes de l'Avenant n°4, l'Investisseur dispose désormais du droit de solliciter le tirage anticipé d'une ou plusieurs tranches de l'Engagement Initial et, à compter de l'expiration de l'Engagement Initial, d'une ou plusieurs tranches de l'Engagement Additionnel. La Société conserve le droit d'accepter ou de refuser le tirage des tranches ainsi demandé par l'Investisseur.

En cas de tirage de tranche de l'Engagement Initial sollicité par l'Investisseur et accepté par la Société, la Société publiera immédiatement un communiqué de presse afin d'en informer le marché et de communiquer le nouveau calendrier de tirage des tranches restantes de l'Engagement Initial.

Aux termes de l'Avenant n°4, la Société et l'Investisseur sont convenus d'étendre la durée du Contrat de trente-six mois supplémentaires, soit jusqu'au 17 mars 2027.

L'ensemble des informations relatives à cet avenant est disponible sur le site de la Société à l'adresse suivante : <https://www.archos.com/informations-financieres/>

Conclusion d'un avenant n°5 au contrat de financement conclu avec l'Investisseur (30 novembre 2023)

- *Modification du montant nominal maximum total de l'Engagement Initial et de l'Engagement Additionnel*

Aux termes de l'Avenant n°5, l'Engagement Initial est porté à un montant nominal total de 15,60 M€, via l'émission de 4 tranches restant à émettre d'un montant nominal de (i) 850.000 € pour la tranche 12¹⁵, dont une partie du prix de souscription sera payée par compensation de créance avec le prix de cession des actions MDV acquises auprès de l'Investisseur, et (ii) 250.000 € pour chacune des tranches 13 à 15.

Par ailleurs, le montant nominal de chacune des tranches de l'Engagement Additionnel sera réduit à 200.000 €.

Le montant nominal maximum total du financement prévu au Contrat restera de 25 M€ dans la mesure où l'Avenant n°5 prévoit que l'Engagement Additionnel ne porte plus que sur 9,40 M€ de montant nominal maximum total.

- *Modification du calendrier des tirages de l'Engagement Initial*

¹⁵ Dont 250.000 euros seront convertibles à la discrétion de l'Investisseur, le solde étant convertible dans la limite de 50.000 euros par mois (augmentée, le cas échéant, de la partie non-utilisée des conversions autorisées au cours des mois précédents) pendant 12 mois (les « Montants Convertibles »).

En conséquence de la conclusion de l'Avenant n°5, le tirage des tranches restantes dans le cadre de l'Engagement Initial interviendra, sous réserve de la réalisation des conditions de tirage, selon le calendrier prévisionnel suivant :

Tranche 12	29/11/2023 (tirage effectué)
Tranche 13	02/01/2024 (tirage effectué)
Tranche 14	01/02/2024 (tirage effectué)
Tranche 15	01/03/2024 (tirage effectué)

- *Modification des conditions de tirage de l'Engagement Initial*

L'Avenant n°5 modifie une condition de tirage de l'Engagement Initial, à savoir la condition selon laquelle l'exposition de l'Investisseur, après prise en compte des OCA à émettre dans le cadre de la tranche considérée (étant précisé que pour la tranche 12, seuls les Montants Convertibles seront pris en compte), est inférieure à 1.000.000 €.

- *Modification des conditions de tirage de l'Engagement Additionnel*

L'Avenant n°5 modifie deux conditions de tirage de l'Engagement Additionnel, à savoir (i) la condition selon laquelle l'exposition de l'Investisseur, avant prise en compte des OCA à émettre dans le cadre de la tranche considérée (étant précisé que pour la tranche 12, seuls les Montants Convertibles seront pris en compte), est inférieure à 200.000 €, et (ii) la condition selon laquelle la liquidité quotidienne moyenne des actions Archos échangées au cours des 10 jours de bourse précédents est supérieure à 35.000 €.

Une condition additionnelle est également ajoutée, à savoir que le tirage de la tranche précédente a eu lieu au moins 20 jours de bourse auparavant.

Par ailleurs, l'Avenant n°5 limite la période d'application des conditions de tirage de l'Engagement Additionnel au 31 décembre 2024 (inclus), étant précisé qu'à compter de cette date (soit du 1er janvier 2025 jusqu'à l'expiration du Contrat) le tirage d'une tranche de l'Engagement Additionnel ne sera conditionné qu'à l'obtention de l'accord préalable écrit de l'Investisseur.

Synthèse des augmentations et réductions de capital de l'exercice

	Nombre d'actions	Nominal	Capital social
Au 31 décembre 2022	20 598 165	0,025 €	514 954,13 €
Conversions Ocabsa 01/01/2023 au 8/11/2023	258 387 060		
Actions gratuites émises avant le 8/11/2023	94 556		
Regroupement 8/11/2023	-278 382 082		
Conversions OCABSA entre le 9/11/2023 et le 31/12/2023	524 290		
Exercice BSAE Fiducie entre le 9/11/2023 et le 31/12/2023	21 169		
Actions gratuites émises entre le 8/11/2023 et le 31/12/2023:	3 245		
Au 31 décembre 2023	1 246 403	0,0550	68 552,17 €

Litiges et procédures judiciaires

Archos a mis fin en 2023 au cours du premier semestre à l'un des litiges relatifs aux droits de propriété intellectuelle en Allemagne et a enregistré à cet effet une charge exceptionnelle de 1,1 M€ d'indemnités transactionnelle couvrant la période concernée. Ce montant a été versé sur le second semestre 2023 selon un échéancier convenu dans le cadre du protocole. Le montant a été constaté en résultat exceptionnel.

Un autre protocole transactionnel a été conclu au cours du second semestre 2023 afin de solder avec un client un autre litige de propriété intellectuelle en Allemagne et la société a enregistré à cet effet une charge exceptionnelle de 0,7 M€ d'indemnités transactionnelle couvrant la période concernée. Le règlement de cette indemnité est étalé de début 2024 jusque fin 2026.

De plus un autre litige portant sur des droits de propriété intellectuelle avec des ayants droits a été soldé en fin d'année 2023 entraînant une charge exceptionnelle de 0,5 M€ dont le règlement est étalé de Q3 2023 à Q3 2024.

La société a été assignée en 2022 devant le tribunal des Prudhommes pour un litige avec un ancien salarié. La société conteste l'ensemble des demandes. Ce litige a été jugé en faveur de la société fin 2023.

La société a par ailleurs été assignée en 2023 devant le tribunal de Commerce par certains actionnaires qui réclament des dommages et intérêts à raison de la baisse du cours de bourse. La société conteste l'ensemble de ces demandes infondées. A ce stade, il est impossible de se prononcer sur l'issue de ce litige, qui reste incertaine, tant dans son principe que dans son échéance.

Propriété intellectuelle

La société KONINKLIJKE PHILIPS N.V a assigné en fin d'année 2015 ARCHOS SA en France et aux Pays-Bas et sa filiale ARCHOS GmbH en Allemagne pour violation alléguée de brevets portant sur différentes technologies. Une partie de ces litiges a pris fin suite à un accord entre les parties intervenu fin mars 2017. De nouvelles assignations ont été lancées par Philips fin juin 2017.

Pour les différentes procédures qui suivent leur cours, ARCHOS entend conclure au rejet de l'intégralité des demandes formulées par la société KONINKLIJKE PHILIPS N.V. Sur la base des éléments connus, le Groupe considère l'issue incertaine, tant dans son principe que dans son échéance.

D'autre part, dans le cadre du cours normal de ses activités, ARCHOS est en discussion avec des sociétés qui demandent l'adhésion à leurs programmes de licence relatifs à des brevets dont l'utilisation est considérée abusive par leurs propriétaires.

Perspectives

Impact de la guerre en Ukraine

Le conflit en Ukraine et ses conséquences économiques au plan mondial (inflation) ont impacté l'activité du groupe sur l'exercice notamment dans l'activité auprès des clients du secteur grand public (ARCHOS SA) mais il n'est pas possible d'évaluer l'ampleur spécifique cet impact. Il est probable que cette crise continuera d'avoir des effets sur les ventes du secteur grand public en 2024.

La stratégie du groupe sur 2024

Le groupe compte désormais atteindre les 40M€ de chiffre d'affaires consolidé en 2024 et s'approcher de l'équilibre en résultat opérationnel.

Le groupe entend continuer de développer les ventes professionnelles de solutions mobiles pour la défense, l'industrie et les services mais également accélérer avec Medical Devices Venture le déploiement de ses filiales, Dextrain, Poladerme, Domisanté et MDV IT.

Pour la partie électronique grand public, ARCHOS dévoilera sa nouvelle gamme de tablettes en Mai 2024.

2.2 – Evénements postérieurs à la clôture

Le Conseil d'administration du 20 février 2024 a décidé la réduction du nominal de 0,055 euros à 0,009 euros par actions.

Le tableau ci-dessous présente les actions créées depuis le 31/12/2023 jusqu'à la date du présent Rapport :

Au 31 décembre 2023	1 246 403	0,0550	68 552,17 €
Conversions OCABSA entre le 01/01/2024 et le 18 mars 2024	10 524 439		
Exercice BSAE Fiducie entre le 01/01/2024 et le 18 mars 2024	9 476 547		
Au 18 mars 2024	21 247 389	0,0090	191 226,50 €

Le même Conseil à également décidé du transfert du siège social de la Société du 12 rue Ampère 91430 Igny au 3 rue Ampère 91430 Igny, lequel sera soumis à l'approbation de la prochaine Assemblée Générale.

Note 3 : Notes sur les éléments financiers

3.1 – Immobilisations

		Au 31/12/2023		
CADRE A		Val.brute des immo.au début	Augmentations Réévaluation	Acquis.créat.
<i>Frais d'établissement, rech. et développ.</i>	TOTAL I	0	0	0
<i>Autres postes immob. Incorporables</i>	TOTAL II	448	0	0
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Instal.générales, agenc.et aménag.des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels		0		
Instal.générales, agenc.et aménag. divers		780	57	
Matériel de transport		0		
Matériel de bureau et informatique, mobilier		406		
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours		14		0
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	TOTAL III	1 200	57	0
Participations évalués par mise en équivalence				
Autres participations		6 863	2 032	0
Créances rattachées aux participations		104	818	0
Prêts et autres immobilisations financières		66	170	
Immobilisations financières	TOTAL IV	7 033	3 019	0
TOTAL GENERAL	(I+II+III+IV)	8 680	3 076	0

CADRE B	Diminutions Par virements poste à poste	Par cessions, mis.hors serv.	Valeur brute immobilis.à fin exercice	Rééval.lég. V.O.Immo. en fin d'exer.
<i>Frais d'établ.rech. et dév.</i>	TOTAL I		0	0
<i>Aut.postes immo. Incorpor.</i>	TOTAL II		448	0
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Instal.gén.agenc.et aménag.des const.				
Installations tech.matér.et outil.indus.			0	
Instal.gén.agenc.et aménag. divers			837	
Matériel de transport			0	
Matériel de bureau et informat.mobilier			406	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	14		0	
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	TOTAL III	14	0	1 242
Participations éval.par mise en équiv.				
Autres participations			8 895	
Créances rattachées aux participations			922	
Prêts et autres immobilisations financières		72	164	
Immobilisations financières	TOTAL IV	0	72	9 980
TOTAL GENERAL	(I+II+III+IV)	14	72	11 670

Amortissements

Au 31/12/2023

CADRE A : Situations et mouvements de l'exercice IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant déb. d'exercice	Augmentat. Dotat.exer.	Diminutions Repris.exer	Montant fin d'exercice
<i>Frais d'établissement, rech. et dévelop.</i>	TOTAL I	0	0		0
<i>Autres postes immob. Incorporelles</i>	TOTAL II	407	40		448
Terrains					
Constructions :					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Instal.générales, agenc.et aménag.des constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels		0			0
Autres immobilisations corporelles :					
Instal.générales, agenc.et aménag. divers		733	48	0	781
Matériel de transport		0		0	0
Matériel de bureau et informatique, mobilier		404			404
Emballages récupérables et divers					
Immobilisations corporelles	TOTAL III	1 137	48	0	1 185
TOTAL GENERAL (I+II+III)		1 544	89	0	1 633

CADRE B : Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice	CADRE C : Prov. Pour Amt.Derog.
--	------------------------------------

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Linéaires	Dégressifs	Except.	Dotations	Reprises
<i>Frais d'établ.rech. et dév.</i>	TOTAL I	0			
<i>Aut.postes immo. Incorp.</i>	TOTAL II	40			
Terrains					
Constructions :					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Instal.gén.agenc.et aménag.des const.					
Installations techniques, mat. et outillage indus.		0			
Autres immobilisations corporelles :					
Instal.gén.agenc.et aménag. divers		48			
Matériel de transport		0			
Matériel de bureau et informat.mobilier		0			
Emballages récupérables et divers					
Immobilisations corporelles	TOTAL III	48			
TOTAL GENERAL (I+II+III)		89			

CADRE D : Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début exerc.	Augmentat.	Dotations	Montant net à fin exerc.
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations	0	0	0	0

3.2 - Immobilisations financières et provisions

En euros

Description	Capital social	% de particip.	Valeur brute des titres début Ex.	Variation	Valeur brute des titres fin Ex.	Provision Fin 2022	Dotations 2023	Reprises 2023	Provision Fin 2023	Valeur nette
Archos Deutschland GmbH	25 000	100%	25 000		25 000	0			0	25 000
Archos Italie	10 000	100%	10 000		10 000	10 000			10 000	0
Archos AG	63 922	100%	63 922		63 922	63 922			63 922	0
Archos Technology Shenzhen	493 284	100%	493 284		493 284	493 284			493 284	0
Arnova Technology Hong Kong	9 950	100%	1 706 708		1 706 708	1 706 708			1 706 708	0
Logic Instrument	90 796	24,23%	3 563 998		3 563 998	2 397 292			2 397 292	1 166 706
Medical Device Venture (ex Picowan SAS)	1 000 000	90,86%	1 000 000	2 031 593	3 031 593	0			0	3 031 593
TOTAL	1 692 952		6 862 913	2 031 593	8 894 506	4 671 207	0	0	4 671 207	4 223 299

3.3 – Stocks

Au 31/12/2023

Description	Au début de l'exercice	A la fin de l'exercice	VARIATIONS DES STOCKS	
			Augmentation	Diminution
Marchandises				
Stocks revendus en l'état Marchandises	1 193	857		336
Approvisionnement				
Stocks approvisionnement				
Matières premières	0			
Autres approvisionnements				
SOUS-TOTAL I	1 193	857	0	336
Production				
Produits intermédiaires				
Produits finis	0	0		
Produits résiduels				
SOUS-TOTAL II	0	0	0	0
Production en cours				
Produits		0		
Travaux				
Etudes				
Prestations de services				
SOUS-TOTAL III	0	0	0	0
TOTAL I+II+III	1 193	857	0	336
Production stockée (ou déstockage de production) II + III				0

Les stocks sont, le cas échéant, dépréciés afin de ramener le prix de revient comptabilisé à la valeur marchande à la date de clôture.

Les provisions pour dépréciation de stocks au 31/12/2023 s'élèvent à 166 milliers d'euros.

3.4– Clients et comptes rattachés

Les créances clients présentant un risque de non recouvrement ont fait l'objet d'une provision à hauteur de 226 milliers d'euros.

Le montant net des créances clients et comptes rattachés s'élève à 1 573 milliers d'euros.

3.5 - Autres créances

Le montant net des autres créances s'élève au 31 décembre 2023 à 1 032 milliers d'euros contre 737 milliers d'euros l'an passé.

3.6 - Capitaux propres

Composition du capital social au 31/12/2023

Composition du capital social

Mouvements de titres	Nombre	Valeur nominale
Actions / parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	20 598 165	0,0025 €
Actions / parts sociales émises pendant l'exercice avant regroupement	258 481 616	0,0025 €
Actions / Parts sociales ayant fait l'objet d'un regroupement	-278 382 082	0,0025 €
Actions / parts sociales émises pendant l'exercice après regroupement	548 704	0,0550 €
Actions / Parts sociales composant le capital en fin d'exercice	1 246 403	0,0550 €
Capital social au 31/12/2023		68 552,17 euros

Variation des capitaux propres sur l'exercice

	Capital social	Primes liées au capital	Réserves et résultats	Résultats enregistrés directement en capitaux propres	Provisions réglementées & subventions d'investissement	Total Capitaux Propres
CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2022	52	20 412	-24 525	0	0	-4 062
Opérations sur capital	17	2 186	659		0	2 863
Opérations sur titres auto-détenus						0
Dividendes						0
Résultat net de l'exercice			-2 404			-2 404
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions						0
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat						0
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat						0
Subventions d'investissement					0	0
CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2023	69	22 599	-26 270	0	0	-3 603

3.7 - Capital potentiel

Le tableau ci-après expose les instruments de dilution potentielle au 31 décembre 2023 et leur impact potentiel sur le nombre de titres composant le capital de la société :

Éléments potentiellement dilutifs à la clôture	Nombre ou montant restant à la clôture
OCA Tranche 12 (Nombre d'OCA à 10.000 euros chacune)	30
Dettes fiduciaires en BSAE	1 437 202,62 €
Actions gratuites attribuées non encore acquises (nombre d'actions)	8 135

Le nombre d'actions qui résultera des conversions des OCA et des exercices des BSAE Fiducie n'est pas connu car il dépend du cours de l'action lors des exercices et des conversions.

3.8 - Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges s'élèvent à 682 millions d'euros au 31 décembre 2023 (contre 916 l'an passé) et le détail est fourni en section 3.1.13 de la présente Annexe.

3.9 – Litiges

Cf. § Autres faits marquants de l'exercice.

3.10 - Autres dettes

Le montant des Autres dettes s'élève au 31 décembre 2023 à 356 milliers d'euros contre 512 milliers d'euros l'an passé et se compose essentiellement des avoirs à établir sur ventes.

3.11 – Produits d'exploitation

Le chiffre d'affaires se répartit pour 4,1 M€ sur la France et pour 0,5 M€ à l'export.

3.12 – Charges et produits exceptionnels

	Au Durée	31/12/2023 12 mois	31/12/2022 12 mois
		Total	Total
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion		1 055	10
Sur opérations de capital		0	0
Reprises s/provisions et transferts de charges		59	5 141
TOTAL	(VII)	1 114	5 151
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion (6bis)		2 290	5 556
Sur opérations de capital			
Dotations aux amortissements et aux provisions		172	159
TOTAL	(VIII)	2 462	5 715
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL		-1 348	-564

Le résultat exceptionnel à fin 2023 s'établit à -1 348 milliers d'euros. Le résultat exceptionnel ressort à - 1,3 M€ contre -0,6 M€ sur 2022. Il résulte principalement (pour - 1,8 M€) des protocoles mis en place sur les litiges relatifs aux droits de propriété intellectuelle en Allemagne, de l'impact (pour -0,5 M€) d'un règlement amiable sur un litige portant sur des droits de propriété sur des brevets, et de la constatation en produits exceptionnels (pour 0,5 M€) d'une annulation de dette dans le cadre d'une avance remboursable sur un projet de R&D et du passage en produits de soldes de dettes anciennes non réclamées.

3.13 – Autres informations annexes

Provisions inscrites au bilan

		Au		31/12/2023	
NATURE DES PROVISIONS	Montant déb. d'exercice	Augmentation Dota.exer.	Diminutions Repris.exer.	Montant fin d'exercice	
Provisions réglementées :					
Provisions pour investissement					
Provisions pour fluctuation des cours					
Amortissements dérogatoires					
Provisions pour prêts d'installation					
Autres provisions réglementées					
TOTAL I					
Provisions pour risques et charges :					
Provisions pour litiges	33				33
Prov.pour garanties données aux clients	477		263		215
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change	0				0
Prov.pour pensions et obligations simil.	173	162	173		162
Provisions pour impôts					
Provisions pour grosses réparations					
Prov.pour charges soc. et fisc.sur congés					
Autres provisions pour risques et charges	234	91	51		274
TOTAL II	916	253	487		681
Provisions pour dépréciation :					
Immobilisations incorporelles	0				0
Immobilisations corporelles	0				0
Titres mis en équivalence					
Titres de participation	4 671				4 671
Autres immobilisations financières	31	16			47
Stocks et en-cours	93	80	7		166
Comptes clients	427		202		226
TOTAL III	5 223	96	209		5 110
TOTAL GENERAL (I+II+III)	6 139	349	696		5 791

Etat des échéances des créances et des dettes

Au 31/12/2023

CADRE A : ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au +	A + d'un an
De l'actif financier :			
Créances rattachés à des participations	875	875	
Prêts			
Autres immobilisations financières	41		41
De l'actif circulant :			
Avances et acomptes versés sur commandes	85	85	
Clients douteux ou litigieux	230	230	
Clients et comptes rattachés	1 855	1 855	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	1	1	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	74	74	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	42	42	
Divers	12	12	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	64	64	
Charges constatées d'avances	6	6	

TOTAUX	3 284	3 244	41
---------------	--------------	--------------	-----------

CADRE B : ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au +	A + d'un an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	550	550		
Autres emprunts	3 000	0	3 000	
Emprunts aup.établ.crédit à 1 an maxi	2	2		
Emprunts aup.établ.crédit à plus 1 an		0		
Emprunts et dettes financières divers	1 443	1 443		0
Fournisseurs et comptes rattachés	6 098	3 152	2 946	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	670	670		
Personnel et comptes rattachés		0		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 019	1 019		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	79	79		
Autres impôts, taxes et versements assimilés	29	29		
Dettes sur immob.et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)				
Autres dettes	356	356		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avances	220	220		

TOTAUX	13 465	7 519	5 946	0
---------------	---------------	--------------	--------------	----------

Ecarts de conversion sur créances et dettes en monnaie étrangères

[Décret 83-1020 du 29-11-1983 - article 24-5]

NATURE DES ECARTS	ACTIF Montant	Différence compensée par couverture de change	Provision pour perte de change	PASSIF Montant
Sur immobilisations non financières				
Sur immobilisations financières				
Sur créances	6		0	19
Sur dettes financières				
Sur dettes d'exploitation	19		0	138
Sur dettes sur immobilisations				
Instruments dérivés				
TOTAL	25	0	0	156

Produits à recevoir

[Décret n°2007-431 du 25 mars 2007 - art. 3]

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	0
Autres créances :	
- Fournisseurs avoir à obtenir	64
- Banque intérêts courus à recevoir	
- Créances fiscales	19
TOTAL	83

Charges à payer

[Décret n°2007-431 du 25 mars 2007 - art. 3]

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts obligataires convertibles	0
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (Factures non parvenues)	650
Dettes sociales et fiscales	935
Autres dettes :	
- Clients avoirs à établir	14
- Divers - Charges à payer	0
TOTAL	1 600

Produits constatés d'avance

[Décret n°2007-431 du 25 mars 2007 - art. 3]

PRODUITS	Montant
Produits d'exploitation	220
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
TOTAL	220

Charges constatées d'avance

[Décret n°2007-431 du 25 mars 2007 - art. 3]

CHARGES	Montant
Charges d'exploitation	6
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
TOTAL	6

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

[Décret n°2007-431 du 25 mars 2007 - art. 3]

	Résultats avant impôts	Impôts
Résultat courant (1)	-972	
Résultat exceptionnel	-1 348	
Résultat comptable	-2 321	0

Accroissements et allégements dette future d'impôts

[Décret n°2007-431 du 25 mars 2007 - art. 3]

Nature des différences temporaires	Montant
<p>ACCROISSEMENTS</p> <p>Provisions réglementées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Amortissements dérogatoires - Provisions pour hausse des prix - Provisions pour fluctuation des cours <p>Autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Différences de conversion Actif - Créances 	<p style="text-align: right;">25</p> <p style="text-align: right;">0</p>
TOTAL DES ACCROISSEMENTS	25
<p>ALLEGEMENTS</p> <p>Provisions non déductibles l'année de leur comptabilisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour congés payés - participation des salariés <p style="padding-left: 40px;">ORGANIC</p> <p>Autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Différences de conversion Passif - Indemnités départ retraite - Créances - Perte de change 	<p style="text-align: right;">0</p> <p style="text-align: right;">156</p> <p style="text-align: right;">162</p> <p style="text-align: right;">0</p> <p style="text-align: right;">0</p>
TOTAL DES ALLEGEMENTS	318
<p>Déficits reportables</p> <p>Moins-values à long terme</p>	<p>209 838</p>

Engagements hors bilan donnés

En milliers d'euros

Engagements donnés	Montant	dont Dirigeants	dont Filiales	dont Autres
Caution de contre-garantie sur marchés				
Créances cédées non échues				
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles				
Avals, cautions et garanties donnés				
Autres engagements donnés				
Engagements locatifs	273	273		
Promesses de rachat d'actions Medical Devices Venture SA	911	910		
TOTAL	1 184	1 184	0	0

La dette financière due par ARCHOS SA à la Banque Européenne d'Investissement (la « BEI ») est enregistrée au passif du bilan consolidé pour un montant total de 3.000 K€ de dette rééchelonnée. Dans le cadre de l'Accord de Règlement de la Dette BEI, la Société s'est engagée auprès de la BEI, s'agissant de la moitié de la valeur nominale de la créance que la BEI détient sur la Société en vertu du Prêt BEI (soit 3 millions d'euros), à rembourser à la BEI, chaque année calendaire à compter de l'année 2022, une somme correspondant à 25% de l'EBITDA annuel consolidé part du Groupe calculé sur la base des états financiers annuels approuvés par l'assemblée générale des actionnaires de la Société, plafonnée en tout état de cause à un montant global maximum de 3 millions d'euros (la « Dette Rééchelonnée »). Il est précisé que si ce montant global n'atteint pas 3 millions d'euros après le 7ème paiement annuel, aucun autre paiement ne sera effectué et aucun autre montant ne restera dû par la Société à la BEI au titre de la Dette Rééchelonnée.

Archos a également pris un engagement de rachat des actions MDV détenues par les managers (9,11% du capital de MDV) au même prix (7,63 euros), assorti de conditions de réalisation d'objectifs opérationnels sur les activités de certaines filiales de MDV à fin avril 2024 et à fin avril 2025 pour un montant de 911 Keuros. Cet engagement a été pris sur les mêmes bases de valorisation que celle utilisée dans le cadre du rachat des actions MDV préalablement à l'offre de retrait de cote.

Engagements hors bilan reçus

En milliers d'euros

Engagements reçus	Montant	dont Dirigeants	dont Filiales	dont Autres
Créances cédées non échues				
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles				
Avals, cautions et garanties reçus				
Autres engagements reçus				
Contrat de financement - Engagement Initial et Engagement Additionnel - OCA	10 150			10 150
TOTAL	10 150	0	0	10 150

Dans le cadre du contrat de financement OCABSA 2021 (cf. Faits marquants de l'exercice), l'investisseur (la société YA II PN, Ltd) s'est engagée à souscrire à des obligations convertibles en actions émises par ARCHOS SA dans le cadre d'un engagement initial et additionnel pour un montant global de 25.000 K€ dont il reste 10.150 k€ à la clôture, sous réserve de la satisfaction de certaines conditions décrites dans les documents du contrat de financement (le contrat a été conclu pour une durée de 36 mois à compter de mars 2021).

Dettes garanties par des sûretés réelles

[Décret n°2007-431 du 25 mars 2007 - art. 3]

Engagements donnés	Valeur bilantielle	Dettes garanties	Montant sûretés
Emprunts obligataires convertibles	750	0	0
Autres emprunts obligataires - Dette BEI (1)	3 000	3 000	2 167
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2	0	0
Emprunts et dettes financières divers	64	0	0
Dettes fiscales et sociales	810	0	0
TOTAL	4 625	3 000	2 167

(1) voir note sur engagements hors bilan

En plus des explications figurant dans les engagements hors bilan donnés (cf. pages précédentes), les créances d'impôt de CIR sont utilisées pour garantir à BPI France qu'ARCHOS remboursera bien les financements de ces créances de CIR et CICE.

ARCHOS SA est la société mère consolidante du Groupe ARCHOS.

Liste des filiales et participations

En milliers d'euros

Description	Capital Social	Autres capitaux propres	Pourcentage de Participation	Résultat Social	Dividendes	Valeur brute des titres	Valeur nette des titres	Chiffre d'affaires Social
Filiales (plus de 50%)								
Archos Deutschland GmbH	25	168	100%	-11	0	25	25	0
Archos Italie	10	-97	100%	0	0	10	0	0
Archos AG	64	-32	100%	-10	0	64	0	0
Archos Technology Schenzen	634	-608	100%	7	0	493	0	312
Arnova Technology Hong Kong	12	-188	100%	15	0	1 707	0	432
Medical Devices Venture (ex PicoWAN)	393	895	91%	-323	0	3 032	3 032	149
Participations (10 à 50%)								
Logic Instrument SA	91	4 439	24,23%	364	0	3 564	1 167	9 470
Autres titres								
Néant								
Total	1 229	4 577		42		8 895	4 223	10 363

Ventilation de l'effectif moyen

[Décret n°2007-431 du 25 mars 2007 - art. 3]

	Personnel salarié
Cadres	7
Employés	3
Total	10

L'effectif de Archos SA au 31 décembre 2023 est de 10 personnes.

Crédit d'impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (« CICE »)

Aucun Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi sur 2023.

Rémunération des membres du Conseil d'Administration

La rémunération totale des membres du Conseil d'administration au titre de l'exercice 2023 versée par ARCHOS SA s'élève à 325 milliers d'euros incluant 50 milliers d'euros de jetons de présence.

Commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes de la société sont présentés ci-après :

En milliers d'euros	Montant		%	
	2023	2022	2023	2022
Audit				
* Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés				
Emetteur	35	39	100%	87%
SOUS-TOTAL	35	39	100%	87%
Services autres que la certification des comptes				
* services autres que le commissariat aux comptes				
Emetteur		6	0%	3%
SOUS-TOTAL	0	6	0%	13%
TOTAL	35	45	100%	100%

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Archos relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises

individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 22 mars 2024

Extentis Audit

Frédéric BITBOL
Commissaire aux comptes